

VOTRE JOURNAL DE QUARTIER

"La Page", journal de quartier dans le 14^e, est publiée par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 01.45.41.75.80 (répondeur).

La Page

du 14^e arrondissement

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

N° 43 - 10F

Centres sociaux

FERMETURE DU CEPIJE : ET DE TROIS!

Après les centres Notre Maison et Adèle, c'est aujourd'hui au tour du Centre Paroissial d'Initiative Jeunesse (Cepije), situé 14 rue du Moulin Vert, de fermer ses portes le 31 juillet prochain. Depuis 3 ans, dans ces locaux propriété de l'église catholique, un ambitieux projet a rapproché une centaine de jeunes du quartier et deux adultes, Olivier Leduc, Monique Boniface. De cette rencontre est né un lieu réputé pour la création musicale rap... Pour eux, comme pour les bénévoles de feu Notre Maison, un seul objectif : continuer l'aventure tous ensemble! Espérons qu'ils soient entendus.



Photo: Pierrick Bourgaud

ANNIVERSAIRE

«La Page» fête ses 10 ans

Dimanche 20 juin, sixième fête de quartier avec «La Page». Elle se déroulera sur l'esplanade piétonne de la rue Vercingétorix (à côté de l'église Notre-Dame-du-Travail), de 14 à 19 heures. Venez écouter de la musique, rencontrer les associations, vider votre grenier, chiner, flâner et trouver les anciens numéros de «La Page» (*). Votre journal, dont le numéro 1 paraissait, en fait, en décembre 1988, a souhaité souffler ses dix bougies avec vous. C'est pourquoi, cette année, la fête s'étoffe d'une semaine événementielle en liaison avec les associations du quartier. Elle débutera par un débat public sur le thème «Qu'est-ce que la vie de quartier?», le **mardi 15 juin** au FIAP Jean Monnet (30, rue Cabanis) de 20 à 23 heures. Organisée avec l'association «La Gamberge», cette rencontre, qui laissera une grande place à la discussion, sera animée par une sociologue qui

a travaillé sur le thème de la ville, un historien militant d'une association de quartier et un urbaniste ayant réalisé des projets pour la Ville de Paris. Des représentants d'autres journaux de quartier parisiens, sources d'expression et de démocratie locales, y participeront. Des animations (vitrines à thème, lectures...) sont prévues, tout au long de la semaine, chez certains dépositaires de «La Page». Enfin, le **samedi 19 juin** se déroulera la fête des Thermopyles, organisée par Urbanisme et Démocratie (voir tous les détails page 2). Le programme de cette semaine «vie de quartier» réservera d'autres surprises!

Dans ce numéro, un supplément de 4 pages : «La Page 2009» se projette dans l'avenir. L'équipe du journal vous raconte le quartier tel que chacun le fantasme dans les dix ans à venir en vous proposant son édition du printemps 2009. Place à l'imagi-

nation et aux délires ! Vous apprendrez aussi comment est née «La Page», il y a dix ans, et vous y lirez les résultats de l'enquête de lecteurs à laquelle vous avez répondu dans une très honorable proportion : vos désirs et vos idées pour «La Page» de l'an 2000.

Certains ont même saisi cette occasion pour manifester l'envie de rejoindre notre association et participer à la réalisation du journal. Bienvenue !

L'Equipage

(*) Pour les stands associatifs, s'adresser au 01 45 43 83 63. Pour s'inscrire au vide-grenier, il faut fournir un justificatif de domicile dans le 14^e, une enveloppe timbrée à votre adresse et 3 timbres à 3 F (contribution à la taxe d'occupation du sol qui nous est demandée pour la première fois par la Mairie). A envoyer à La Page BP 53 75661 Paris cedex 14, avant le 16 juin.

NUMERO SPECIAL
12 PAGES

QUATRES PAGES
10^e ANNIVERSAIRE,
BILAN DES DIX ANNEES
PASSEES, PROJECTION
DANS L'AVENIR (page 5 à 8)

URBANISME : UN NOUVEAU STYLE

La ville change de ton. Que ce soit sur le dossier de la Zac Didot ou sur celui du secteur Bauer-Thermopyles, les associations se félicitent des progrès enregistrés. (page 2)

SAINT-JOSEPH : ON RESTRUCTURE

Les salariés de l'hôpital de la rue Raymond-Losserand s'inquiètent des projets de la direction. La CGT mobilise contre les suppressions d'emplois. (page 9)

CINQUANTE ANS D'ANTIRACISME

Le comité 14e-15e du Mrap célèbre le 50^e anniversaire d'un mouvement issu de la Résistance. (page 11)



GIBRALTAR, L'AMI DE GEORGES

L'ancien secrétaire de Brassens habite impasse Florimont, dans l'ancienne maison du chanteur. (Interview page 12)

RENCONTRER «LA PAGE»

«La Page» reçoit ses lecteurs, chaque premier mercredi du mois, entre 18 heures et 20 heures, dans la boutique du 91 rue Pernety, aimablement mise à notre disposition par l'association Archimède. Vous pourrez y faire connaissance avec des membres de l'équipe, trouver d'anciens numéros du journal, vous abonner... Prochains rendez-vous : le 2 juin, le 1 septembre et le 6 octobre. Nous comptons sur votre présence.



Photo: Urbanisme & Démocratie

URBANISME

Didot-Bauer : enfin, la ville change de voie

Mi-avril, les associations d'habitants et de commerçants étaient conviées par les services de la ville à une réunion d'information d'un genre inédit. Après des années de luttes, d'occasions et de rendez-vous manqués, d'incompréhensions, de refus (voir "La Page" depuis 1992), voilà que la Ville de Paris convoque les associations pour les informer que la concertation va redémarrer sur ces deux projets d'urbanisme ! Une première. Que de prévenance de la part de ceux-là même qui refusaient il y a peu d'écouter les habitants !

Cette réunion s'est déroulée dans une ambiance sereine, où la parole de chacun était écoutée et respectée et où aucune anicroche n'est venue troubler l'échange de vues. Là encore, on est bien loin des réunions houleuses de 97/98, où les représentants des associations se faisaient insulter à tour de rôle.

DE BELLES AVANCEES COTE ZAC DIDOT

Le programme de la deuxième tranche de travaux (autour du Château ouvrier) est revu à la baisse : 75 logements au lieu des 130 prévus en 97, grâce à une réduction de toutes les hauteurs et la reconstruction de maisons basses au 69 rue Raymond-Losserand. Cette "dé-densification" du programme permettra sans aucun doute d'intégrer plus facilement les nouveaux habitants au tissu social actuel du quartier. Le bâtiment du Château ouvrier sera réhabilité en logements PLA (HLM sociaux) et ses occupants actuels auront priorité pour y retourner lorsque les travaux seront terminés. Le 36 rue Pernety sera, lui aussi, réhabilité en logements PLA. Le reste du programme se répartira entre 15 logements PLI (HLM "aisés") et 20 logements ASP (Accession sociale à la propriété). La mixité demandée par l'association Urbanisme et démocratie est donc respectée. Le terrain d'éducation physique, prévu entre la barre de la rue Didot et les nouvelles constructions de la rue du Château, sera finalement couvert. Là encore, c'est une avancée notable par rapport au discours servi il y a quelques mois et les habitants concernés devraient en gagner en confort acoustique. Grâce à la détermination de la représentante de l'Amicale des locataires du Château ouvrier, une dizaine d'ateliers-logements (PLA) pour artistes seront également construits. Enfin, l'aménageur, la Semea XV, ouvrira un local d'information pendant toute la phase de concertation et la construction de cette deuxième tranche.

PEUT MIEUX FAIRE COTÉ BAUER-THERMOPYLES

Ici, la Ville n'avait pas grand-chose à apporter (les demandes de rabaisser les hauteurs de construction n'ont pas été écoutées), mais on notait tout de même une volonté de bien faire ou de se faire bien voir. Le projet de jardin par exemple, tel qu'il est prévu par les services de la ville, essaye de reproduire sur 1200 m² un "mini-Versailles" avec allées rectilignes et fausses perspectives, mais sans les jets d'eau. Pour éclairer l'ensemble, des lampadaires "Napoléon III" seraient venus illuminer les rues des Thermopyles et Cité-Bauer. Devant la stupeur générale et après que les associations ont unanimement répété que cela n'était pas dans le style du quartier, la direction des parcs et jardins donnait son accord pour organiser prochainement une réunion de travail avec les associations afin de redéfinir tout cela (on pourra même y parler des espèces végétales à privilégier pour ne pas rajouter des problèmes d'allergie à la pollution ambiante). Lors de cette réunion, la direction de la voirie sera conviée afin de pouvoir aborder le problème de la traversée de la rue Didot entre le square Chanoine-Viollet et le futur jardin. C'est ce qu'avaient réclamé toutes les associations en 97/98.

TOUT N'EST CEPENDANT PAS ACQUIS

Rue des Thermopyles, alors que toutes les associations demandent que le futur jardin ne soit pas clos (il est prévu des grilles de 2,20 m de haut !), on leur répond sèchement qu'il n'en

est pas question.

La réhabilitation de la maison du 13 rue des Thermopyles (surnommée "le pigeonier" depuis trois ans par les habitants) paraît de plus en plus délicate, onéreuse... et compromise, de même que celle du n°7 dont les habitants attendent toujours des propositions de logement à proximité. Le devenir de cette maison en pierre de taille n'a jamais fait l'objet de débat dans le quartier. Pourtant, quelques personnes ont fait part de leur souhait de la voir conservée, transformée et intégrée au futur jardin (sur le même mode que la maison du jardinage dans le parc de Bercy). Aujourd'hui, ses jours paraissent comptés, aucune association ne s'étant faite porteuse du message.

Enfin, l'épineux problème du passage piétonnier entre les rues de Plaisance et des Thermo-

pyles est instruite par ailleurs.

Un autre problème que la Ville n'envisage pas de régler est celui du manque d'équipements pour la petite enfance. Elle prévoit de ne satisfaire que 40% des parents désireux de mettre leurs enfants en crèche ou halte-garderie. Or dans le 14^e arrondissement, 48% des demandes seraient déjà satisfaites, dépassant en cela les objectifs fixés par la Ville elle-même. Les parents qui utilisent le "système D" apprécieront !

La dernière demande, celle de Paris-Oxygène de prévoir des bains-publics dans les nouvelles constructions a été poliment rejetée.

Un début de dialogue s'est donc engagé entre la Ville et les associations. Il appartient aux habitants de ne pas laisser passer cette chance que le calendrier politique leur donne. Les



Le terrain de sport situé au milieu des immeubles sera finalement couvert. (photo: Pierrick Bourgault)

pyles n'a toujours pas été tranché. L'idée avait été émise lors d'une réunion publique organisée à l'initiative d'Urbanisme et démocratie fin 96. L'argument était de pouvoir accéder au futur jardin dès la rue de Plaisance, sans avoir à faire le tour par la rue Didot (dangereuse pour les enfants). En même temps, cela désenclavait l'îlot en permettant une circulation piétonnière accrue. Trois enquêtes dont les questions étaient ouvertes, menées par l'association, confirment que cette option séduit en majorité la population du quartier. Cependant, d'autres habitants ne voient pas d'un très bon œil l'ouverture d'un passage. Ils craignent l'accumulation d'ordures (ce problème récurrent dans la rue des Thermopyles devrait être traité par ailleurs), de déjections canines, ainsi que d'autres "incivilités". Organisée par l'association Paris-Oxygène, une pétition contre ce passage a recueilli environ 300 signatures. Alors que l'architecte coordonnateur du projet, Yves Lion, est favorable à l'ouverture de cette voie piétonne, les services de la ville hésitent à s'engager. Une solution intermédiaire serait de percer le passage en prévoyant sa transformation en jardin gazonné, planté et fermé si l'avenir donnait raison à ses détracteurs. Il faudra que l'enquête publique puisse permettre de dégager l'une ou l'autre des solutions.

LA OU LE BAT BLESSE

Dans les deux programmes, le refus de la Ville d'implanter des équipements publics est toujours aussi tenace et incompréhensible. Alors que trois centres sociaux ferment et que 220 nouvelles familles vont venir s'y installer, la Ville de Paris ne prévoit toujours aucun local pouvant servir de maison de quartier. Au moment où, dans le 13^e arrondissement, huit locaux commerciaux viennent d'être transformés et mis à la disposition des associations, le 14^e traîne encore la patte. L'association Urbanisme et démocratie a rappelé que 2700 m² de surfaces commerciales vont être disponibles dans la Zac avant le mois de juin. Soutenue dans sa demande par les autres associations, elle réclame qu'une surface de 1500 m² (l'équivalent du centre social disparu à Notre Maison) soit réservée à l'usage des bénévoles désireux de remonter une structure sociale dans le quartier. Jean-Baptiste Vaquin, du cabinet de Jean Tiberi, réplique que ce n'est pas le lieu pour discuter de cela et laisse entendre que cette

affaire est instruite par ailleurs. Jean-Paul Armangau

ENCORE LA FETE AUX THERMOPYLES !

Le samedi 19 juin à partir de 14 heures, venez faire un tour rue des Thermopyles.

Ce petit coin de village du 14^e avec sa rue pavée, ses glycines et ses habitants déterminés, résiste depuis 1977 aux "bétonneurs". Après avoir sauvé l'esprit d'un quartier à taille humaine et obtenu la création d'un jardin (qui ne verra le jour qu'après l'an 2000), les habitants ont pris l'habitude depuis 3 ans de fêter leurs batailles. Comme l'an passé, l'association

libre de la rue des Thermopyles, secondée par Urbanisme et démocratie, organisera l'animation de la rue tout au long de l'après-midi et de la soirée. On pourra y rencontrer ses voisins, se retrouver entre amis. C'est aussi l'occasion de venir voir les projets d'aménagement du jardin et des constructions futures, de donner vos avis autour d'un verre. Tout le monde est invité à participer à son organisation en apportant son savoir-faire, sa bonne humeur. Pour cela, des réunions sont organisées chaque mardi à 20h; toutes les bonnes volontés, toutes les idées, tous les enthousiasmes y sont les bienvenus !

Margaret Skinner

ET VOICI LE PROGRAMME !

Pour les enfants : jeux, spectacles, ateliers de maquillage, peinture, poterie, danse et Taekwon-Do, spectacles et l'incontournable goûter avec dégustation de gâteaux... tous à vos fourneaux !

Et pour tous : un atelier de peinture murale ; une fanfare, une chorale et un groupe rock, des chansons, un spectacle de danse, un orgue de barbarie, diverses formations jouant des percussions, du jazz...

Opération "portes ouvertes" dans les ateliers d'artistes de la rue. Artistes du quartier, prenez contact pour exposer vos œuvres. Exposition de vieilles photos du 14^e : apportez vos photos (copies seulement) du quartier. Concours de photos du 14^e

aujourd'hui : les épreuves sont à déposer au 22 bis rue des Thermopyles avant le mardi 15 juin, 20h.

Tirage d'une tombola avec la participation des commerçants du quartier, puis apéritif en musique ("live") à 19h30. A partir de 20h30, un repas de quartier suivi d'un bal.

Et peut-être, comme l'an dernier, dans les coins calmes de la nuit, vous pourrez écouter un concert classique, des poèmes et chansons d'auteurs.

Le programme complet sera affiché dans la rue des Thermopyles. Si tout cela vous donne envie, contactez les organisateurs au 01 40 44 47 44 (Margaret Skinner), vos idées les intéressent, vos coups de mains les raviront !

Action concertée contre les axes rouges

Sur l'initiative d'Urbanisme et démocratie, plusieurs associations de la capitale invitent les Parisiens à répondre à l'« Appel du 18 juin pour libérer Paris de la pollution automobile ».

Si vous souffrez de la pollution, du bruit, des dangers ou des dommages causés par la circulation et l'entassement de voitures dans Paris, l'occasion vous est donnée de venir manifester votre ras-le-bol-d'air auprès des

riverains d'axes rouges, parents d'élèves, cyclistes, «rollers», bébés en poussettes et usagers des transports publics.

Dans le 14^e, c'est la place Hélène-et-Victor-Basch, au carrefour de la rue d'Alésia et des avenues du Général Leclerc, du Maine et Jean Moulin qui accueillera le rassemblement le vendredi 18 juin, à partir de 19h.

J.-P. A.

LA MAIN A "LA PAGE"

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

La Page n° 43, c'est : Jean-Paul Armangau, Jacques Blot, Patrick Bolland, Jacques Bosc, Diane Bossière, Pierrick Bourgault, Marcelle Brisson, Jutta Bruch, Juliette Bucquet, Jacques Bullot, Laurence Croq, Jeanne Durocher-Samah, René Dutrey, Marie-Françoise Fourmont, Hélène Garner, Jean-François Giré, Béatrice Hammer, François Heintz, Chantal Huret, Imagem et Adéla, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Andrea Knox, Pierre Lada, Paule Lascoumes, Dominique Lebleux, Nicolas Liébault, Evelyne Moreau, Frédéric Moyer, Annick Mureau, Bruno Négroni, Roger-Jacques Parent, Lionel Régent, Alain Ribat, Elsa Robert, Muriel Rochut, Margaret Skinner, Omar Slifi, Justine Sohier...

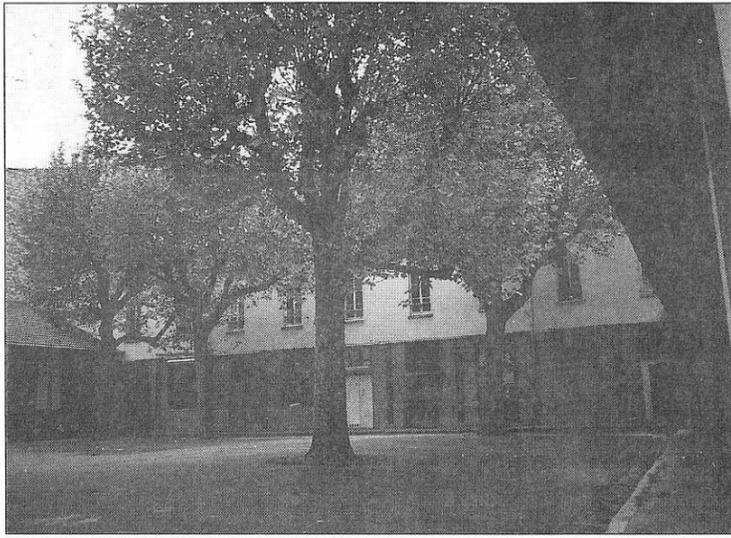
Locaux associatifs

CEPIJE : LE COUP DE GRACE?

La nouvelle est tombée fin mars. Après le centre social Notre Maison, rue Olivier-Noyer, l'antenne Adele de la rue Didot, c'est au tour du Centre paroissial d'initiative jeunesse (rue du Moulin-Vert), de suspendre ses activités.

L'Eglise catholique a l'intention de rentabiliser son terrain du 14 rue du Moulin-Vert. La bâtisse d'un étage, sa cour intérieure et les bâtiments adjacents, dits du «cours saint-Pierre», vont être détruits et remplacés par un immeuble de logements privés et un nouveau centre paroissial. Durée des travaux : deux ans. Rappelons que ce centre accueillait de nombreux jeunes, en particulier des groupes de rap du quartier (voir ci-dessous). Les plus grosses incertitudes planent sur la poursuite de ces activités. Mais c'est aussi dans ces locaux que les activités d'alphabétisation et de soutien scolaire, évincées de Notre Maison, avaient trouvé refuge. Le 31 juillet prochain, rebote : tout le monde se retrouve à la rue. L'action sociale dans le 14e arrondissement prend l'allure d'un long naufrage. Interrogée sur la gravité de la situation, la mairie du 14e n'a pas souhaité répondre aux questions du journaliste du Parisien (édition du 15 mars).

Et pourtant la mobilisation des habitants et des associations du 14e est sans précédent. Vingt-quatre associations et organisations politiques se sont rassemblées autour de la pétition «Plaisance



Les bâtiments vont bientôt faire la joie des bulldozers. (photo: U. & D.)

veut du social», pour demander au maire de Paris et au secrétaire d'Etat à l'action sociale la réouverture de plusieurs centres sociaux et la mise en place d'une politique cohérente d'action sociale dans le quartier Plaisance. En présence de près de deux cents personnes, une manifestation, organisée le 13 mars dernier, a parcouru en chansons les rues du quartier. Les petits déjeuners conviviaux et revendicatifs devant l'ex-centre Notre Maison se sont poursuivis tous les jeudis matin des mois de février et mars.

Les responsables de la Ville de Paris entretenaient un tel mépris envers les associations de quartier que l'idée de recréer une structure sans aucune aide municipale a fait son chemin. Les bénévoles de l'association Florimont continuent de travailler sur le projet de refondation d'un centre social avec le concours de différents partenaires institutionnels. C'est certainement

l'élaboration d'un projet hors de son contrôle qui a poussé la Ville de Paris à se manifester enfin. Dans une lettre du 22 mars adressée à l'association Urbanisme et démocratie, le chef de cabinet du maire de Paris annonçait sa volonté de chercher des locaux pour un nouveau centre social. Après un an de blocage on ne peut que relever une avancée significative. Sera-t-elle suivie d'actes ? Nous l'espérons car l'abandon de toute politique sociale dans le quartier Plaisance n'aurait pour effet que d'aggraver le phénomène de «ghettoïsation» et les tensions existantes. La majorité municipale en porterait alors une lourde part de responsabilité.

René Dutrey

OLIVIER LEDUC

«Nous comptons sur la paroisse et sur la mairie»

Rencontre avec les responsables du Cepije, Olivier Leduc, directeur du centre, et Monique Boniface, bénévole.

Quelles sont les raisons de la fermeture du Cepije ?

O.L. : Le bâtiment qui nous abrite est construit sur une carrière souterraine non consolidée. Des affaissements ont été remarqués, la réalisation de travaux était devenue obligatoire. Les locaux se trouvant dans un très mauvais état, la possibilité d'une réhabilitation n'a pas été envisagée. A sa place, la paroisse Saint-Pierre-de-Montrouge, propriétaire des lieux, a décidé de faire construire un immeuble de logements et un nouveau centre paroissial. Les travaux doivent durer deux ans.

Qu'allez vous devenir pendant tout ce temps ?

M.B. : Nous sommes bien décidés à continuer à suivre la trentaine de jeunes avec qui nous travaillons actuellement. Mais pour cela, nos moyens sont limités. Nous comptons sur la paroisse et sur la mairie du 14e pour nous aider à assurer une bonne transition. Un problème subsistera pour les nombreuses associations, dont celles évincées de Notre Maison, qui trouvaient au Cepije des salles accessibles en location.

Quelles activités sont développées au Cepije ?

O.L. : Le Cepije répond à trois types de besoins différents. Le cœur du Cepije, c'est le centre de jeunes. Nous l'avons créé à l'intention d'une population âgée de 18 à 25 ans qui, dans leur vie, étaient trop souvent confrontés à des portes fer-

mées et n'attendaient plus rien de l'avenir. Notre volonté était de répondre avec nos modestes moyens à leurs attentes, en appliquant trois principes simples : confiance, responsabilité et initiative. Nous avons fait confiance à des jeunes en leur donnant des responsabilités pour mener à bien leurs initiatives. Ils ont pris en charge des locaux et les ont aménagés en studios de répétition et d'enregistrement. Actuellement huit groupes de musique gravitent autour du Cepije. Ces jeunes sont autonomes dans leurs activités et assurent la plus grande partie de la vie collective, entretien, animation, surveillance. Aujourd'hui, la grande majorité des personnes issues du Cepije retrouve un projet professionnel, en rapport ou non avec la musique.

Mais le Cepije, c'est aussi une maison de quartier. Il accueille diverses associations, des activités sportives, un atelier de dépannage pour les appareils hi-fi de riverains, des fêtes familiales. Enfin, on trouve au Cepije des activités plus propres à un centre paroissial, scoutisme et différents mouvements de jeunesse catholique.

Quelle place tient la religion dans vos rapports avec les différents acteurs du Cepije ?

M.B. : Nous ne faisons pas de prosélytisme auprès des personnes qui animent ou fréquentent le centre. La plupart des jeunes du Cepije sont musulmans ou athées. Nous pensons que notre rôle de croyant est d'être ici, avec ceux qui en ont besoin, sans aucune arrière-pensée.

Avec quel argent faites-vous fonctionner le Cepije ?

O.L. : Le budget est assumé à 75 % par la paroisse Saint-Pierre-de-Montrouge, 20 % proviennent de nos propres activités et enfin 5 % de la Ville de Paris.

Après la reconstruction du nouveau bâtiment, est-ce que le Cepije reprendra ses activités ?

O.L. : On ne pourra pas refaire ce qui existe au Cepije dans les mêmes conditions. La paroisse Saint-Pierre-de-Montrouge est désireuse que ce lieu soit plus ouvert à tous les jeunes du quartier. Le déroulement des activités dans des locaux neufs ne pourra reprendre à l'identique. La présence de logements d'habitation empêchera la répétition de groupes musicaux. Quoi qu'il en soit, nous avons décidé, les jeunes du Cepije, Monique et moi de rester tous ensemble pour poursuivre dans de nouveaux locaux, l'aventure commencée ici il y a trois ans et demi.

Propos recueillis par René Dutrey

UN DISQUE D'OR POUR ARSENIK



Dans le milieu hip hop qui ne connaît le fameux groupe «Arsenik» ? Avec son album «Quelques gouttes suffisent», vendu à plus de 100 000 exemplaires, il a obtenu un disque d'or en 1998. Et cette merveille est une production de Djimi Finger, jeune du Cepije, où l'intégralité des musiques de l'album a été réalisée! Le quartier peut s'enorgueillir d'avoir accueilli de futures vedettes du rap français. Faites leur confiance, ils feront des merveilles!

CD «Quelques gouttes suffisent», ed. Delabel

ACTION SOCIALE

Plaisance prend son avenir en mains

Les associations du quartier s'approprient le projet de concertation intitulé «Ateliers de Plaisance».

La déception et la colère provoquées par la fermeture, il y a un an, de Notre Maison ont depuis longtemps laissé la place à la volonté de reconstruire. Mais pour rebâtir, se disent les défenseurs du centre social de la rue Olivier-Noyer, il faut d'abord permettre que s'expriment les insatisfactions et les projets de la population. C'est le concept des Ateliers de Plaisance, lancés en mars dernier (voir «La Page» n° 42).

Première phase : pour mieux affirmer leur convergence, malgré la diversité de leur buts et de leur intérêts, les principales associations du quartier ont choisi d'adresser chacune une «lettre de motivation» au Mouvement pour le développement social local (MDSL). Elles comptent en effet sur cet organisme pour qu'il apporte son savoir-faire et contribue à la recherche de financement pour cette vaste opération de concertation. L'initiative pourrait se tenir à l'automne prochain. Nous publions quelques extraits de ces lettres.

Première concernée, l'association Florimont, née «pour sauver les activités» de Notre Maison, poursuit son combat «pour obtenir de nouveaux locaux». «Nous voulons, écrit Mélie Reinette, que ce soit un lieu de rencontre et d'échange entre générations, un lieu d'animation de la vie sociale, un lieu d'activités et d'expression où l'on prenne en compte à la fois les initiatives et les demandes des usagers. Impliquer les habitants du quartier dans les actions concernant leur vie quotidienne et favoriser l'exercice de la citoyenneté.»

L'association de parents Ciloé 14, fondée en 1990, dispense aujourd'hui ses activités à une cinquantaine d'enfants âgés de 4 à 14 ans. «Les enfants sont enchantés, les animateurs passionnés, les parents sont heureux que cette association existe, la mairie nous félicite», se réjouit Cécile Tarrière... «Et pourtant notre réseau s'essouffle, peu de parents prennent le relais, les problèmes de locaux à louer sont de plus en plus compliqués», déplore-t-elle.

«Cependant nous avons conscience que la vie du quartier passe aussi par Ciloé ; nous représentons un maillon qui se rattache, par les implications, les activités des uns et des autres, à un plus grand maillage, même si de grands trous apparaissent et que des mailles se distendent d'année en année.»

Jean-Louis Lambert, qui préside aux destinées du centre Le Moulin, a quant à lui,

emprunté la formule de Martin Luther King, dont la plus vaste salle de feu Notre Maison portait le nom : «J'ai fait un rêve.» «Le Moulin a fait le rêve, écrit-il, de voir l'action des bénévoles (...) enfin relayée ou appuyée par les services sociaux et municipaux (...). Le Moulin a fait le rêve de voir se multiplier des actions de prévention menées conjointement par les différents partenaires...» Il a fait le rêve «d'espaces suffisamment vastes et conviviaux qui puissent servir de lieux d'échanges festifs et culturels.»

Dernier vœu du président du Moulin : «que la jeunesse du quartier, qui est de fait son avenir, soit prise en compte comme une chance et non comme un risque.»

L'Association du comité des résidents de Plaisance-Pernety est née en 1994 pour permettre à ce quartier de «revenir une zone calme et agréable à vivre, améliorer le cadre de vie et la sécurité dans les immeubles, favoriser la convivialité et l'entraide», rappelle Françoise Vernier. Elle a aujourd'hui l'ambition de «coordonner les actions entre les différentes amicales de locataires du quartier, de créer un réseau d'informations et de relations pour favoriser l'entraide». Sa préoccupation actuelle est «la création d'un centre d'animation à Plaisance».

Les locataires du groupe d'immeubles Didot-Alésia, réunis au sein de l'Adisia, décrivent leur résidence, «située dans un quartier populaire et vivant», comme «presque le paradis, qui devient parfois l'enfer, puisque confrontée à quantité de problèmes» : incivilités, agressions, trafics, non-respect des parties communes, bruit... Si l'Adisia adhère à la démarche des Ateliers de Plaisance, écrit Annick Mureau, c'est «avec l'espoir de faire bouger les choses et de refaire le monde.»

L'union locale des parents d'élèves FCPE se montre «très sensible aux problèmes particuliers du secteur Plaisance». Dans le cadre des Ateliers de Plaisance, écrit Hervé de Kerret, la FCPE fait d'ores et déjà une proposition : «créer des unions locales d'enfants. Ceci afin de permettre à nos enfants de se rencontrer en dehors de leur propre école et d'ouvrir ainsi des débats sur des thèmes leur permettant de se sentir acteur de leur avenir d'élève et de citoyen.»

Depuis 1993, l'association Urbanisme et démocratie «a pour objectif de faire participer les citoyens aux décisions qui entraînent une modification de leur cadre de vie, de défendre la qualité de vie et de veiller à la préservation de la diversité sociale, économique et culturelle.»

Pour UD, l'objectif est double : «1) créer une dynamique de dialogue et d'intégration de tous pour la mise en place d'initiatives locales ; 2) remédier à la faiblesse des structures et initiatives sociales dans le quartier Plaisance.»

Textes recueillis par Omar Slifi

Vues D'AILLEURS

VOYAGES

CIRCUITS
SEJOURS
CHARTERS
CLUBS

28, rue Boulard 75014 PARIS
Tel : 01 42 15 01 24
Fax : 01 43 21 22 33

Spécialiste des voyages à la carte

Consultez nos promotions permanentes

BOUTIQUE CLAP CADEAUX

35 rue Raymond Losserand
Tel : 01 43 22 30 17
Du Mardi au Samedi de 10h à 19h30

ABONNEZ-VOUS A "LA PAGE"

Six numéros : 40 F (soutien : 100 F).
Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page,
BP53, 75661 Paris cedex 14.

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

RUE D'ALEZIA

EDF disjoncte, la tension monte

La direction d'EDF-GDF Paris a décidé de fermer fin juin son agence clientèle située au 148 rue d'Alésia, près de la caserne des pompiers. Or aucune consultation des usagers, des élus locaux et du personnel n'a été organisée. Le quartier réagit.

L'agence de Plaisance est un des quatre établissements chargés de la clientèle dans le sud parisien, regroupés au sein du centre Paris Rive Gauche. Or l'antenne située dans notre arrondissement fait partie des deux suppressions récemment prévues par EDF-GDF (l'autre étant dans le 5e). Ces fermetures ont valeur de symbole alors que le Parlement français vient de transposer, le 2 mars dernier, une directive européenne cassant le monopole d'EDF-GDF en ouvrant au marché 30 % du secteur électrique.

Plus de deux cents emplois vont être supprimés d'ici à l'an 2000, d'autres sont à craindre. Ces fermetures ne sont d'ailleurs qu'un nouvel épisode du démantèlement entrepris sur Paris. Outre l'emploi, ce sont les clients qui pourraient également être touchés. La vocation de ces agences est en effet d'assurer un service de proximité, impliquant accueil, conseil et paie-

ment des usagers. Or avec la fermeture de l'agence de Plaisance, l'obligation sera faite aux clients de se déplacer jusqu'à la Butte aux Cailles dans le 13e arrondissement ou dans le 6e, rue du Cherche-Midi. De l'avis des syndicats, l'égalité de traitement des usagers devant le service public est alors remise en cause. Les clients à mobilité réduite seront en effet pénalisés et les délais de dépannage allongés.

PETITION SUR LE MARCHÉ

Interrogés à la sortie de l'agence, la plupart des clients semblent déplorer cette fermeture, mettant en avant l'importance du contact personnel dans la relation au service public. Beaucoup y passaient régler leurs factures, après avoir fait leurs courses au marché Villemain situé à deux pas. S'ils doivent se rendre dans les autres agences, certains se plaignent des délais de transport et craignent que les files d'attente s'allongent. Ceci semble implicitement reconnu par la direction d'EDF-GDF, qui vient d'amplifier les horaires d'ouverture de ses agences au public.

Sur le front social et politique, la réaction ne s'est pas fait attendre. Les clients et habitants du quartier sont invités à signer la pétition lancée par la CGT EDF-GDF le dimanche matin sur le marché Villemain. Cette protestation a également été relayée par le Conseil d'arrondissement, lequel a voté à l'unanimité, le 29 mars dernier, le vœu proposé par le conseiller communiste Maurice Lassalle. Il exige une concertation avant la fermeture et l'intervention du maire de Paris auprès d'EDF-GDF.

Nicolas Liébault

POUR QUE CHANTE LA BELIERE

Il est dans mon village,
Au cœur de mon quartier,
Une maison sans âge
Qui ne vit qu'à moitié
Coiffée d'un toit de tuiles
Patinées par le temps,
Son regard immobile
Crevé par les méchants
Réflétait tous les bleus
Du beau ciel de Paris
Ou mirait de son mieux
Sa palette de gris.
Quelques touffes de lierre
Accrochées à l'appui
De ses baies de lumière
Lui donnent un peu de vie.
Mais le rez-de-chaussée
De la vieille maison
Abrite, bien cachée,
Une boîte à chansons,
Une boîte à musique
Rassemblant pour un temps
Les quelques nostalgiques
Du cher Paris d'antan.

Lorsque le soir revient,
Dans ce simple décor,
Viennent les musiciens
Qui plaquent leurs accords
Sur le piano ivoire
Pendant des nuits entières ;
C'est dans l'ombre du soir
Que chante La Bélière.
Venus d'un peu partout,
Venus de nulle part,
Fidèles au rendez-vous,
Guidés par le hasard,
Accoudés au comptoir
Ou assis à la table,
Ce mouvant auditoire
Accompagne inlassable,
Du pied et de la main,
En rythmant le tempo
Les doigts du musicien
Courant sur le piano.
Sur le dernier accord
S'éteignent les lumières
C'est dans la pâle aurore
Que s'endort La Bélière.

Bâtie au dix-neuvième, elle a du caractère, Sise à l'angle des rues Debarcieux et Daguerre ; Et cet emplacement si cher aux promoteurs Fait d'elle une victime vouée aux marteaux-piqueurs. Vous avez mutilé notre vieux Montparnasse, Ses ateliers d'artistes, ses jardinets, de grâce ! Pour un cent de billets, une poignée d'argent, Ne démolissez pas ce rendez-vous charmant ! Tenez votre promesse Monsieur Jean Tiberi, Montrez-vous à nos yeux digne et sans parti-pris ; C'est pour notre quartier un poumon gonflé d'air. On l'aime telle qu'elle est, rendez-nous La Bélière !

Annick Mureau

A la santé de La Bélière ! Un apéritif par mois se déroule au cabaret «La Bélière» afin de continuer à sensibiliser l'opinion sur les importantes menaces de destruction qui planent toujours sur cette petite maison, à l'angle des rues Daguerre et Debarcieux. La ministre de la Culture refuse pour le moment de classer l'édifice. Du côté de la Ville de Paris, un étonnant silence dénote un profond malaise.



(photo: Dominique Lebleux)

Rue Brézin

BEAU TEMPS, MAUVAIS TEMPS, JEAN-PIERRE EST LA

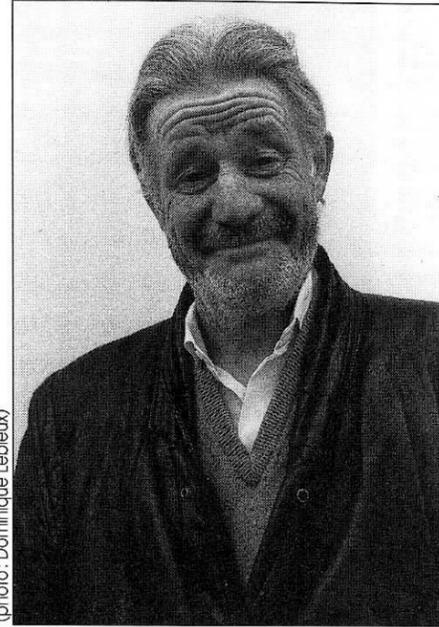
Il attend sans tendre la main. Correctement vêtu, la barbe bien taillée, «propre», il pourrait être un de vos amis ou une de vos connaissances. De fait, plusieurs le saluent, certains lui serrent la main et causent avec lui.

J'ai rencontré Jean-Pierre dans les années 94-95. Il faisait alors la manche. Je lui donnais une pièce, tout en faisant un bout de conversation. Je pris l'habitude de faire le marché chez Ed. En ce temps là, Monsieur Legros tenait le magasin de fruits, intégré aujourd'hui à la grande surface. Je lui dis une fois : «Je ne peux plus acheter, je n'ai plus de bras pour les paquets». Jean-Pierre s'est alors proposé d'apporter mes courses à la voiture. Ma rencontre hebdomadaire avec lui devint un rituel. Plus tard, je le vis avec des sacs derrière lui : «C'est votre marché ?»

«Non, c'est celui de dames qui ne peuvent le faire. Je leur apporterai en fin de matinée.» Il ne tendait plus la main... Il avait trouvé à s'employer.

Jean-Pierre connaissait le Québec dont je suis originaire. Il y était venu pour la course automobile. Il avait même rencontré Gilles Villeneuve. «Ah ! la course automobile, ma passion... Jusqu'à l'accident...» Il m'intriguait. Je proposais de faire un article sur lui. Je l'invitai à déjeuner chez Charles-Victor, où je déjeune souvent. A la dernière minute il préféra Lopez, son quartier général.

«J'ai eu une enfance heureuse avec mes frères et sœurs. J'ai fait des études, j'ai même commencé mon droit. C'était le désir de mon père et moi, ça ne me déplaisait pas. Un peu plus tard, un copain m'a invité à une course automobile, ç'a été le coup de foudre. J'ai pris un cours de pilotage. J'ai même eu une écurie de voitures de course financée par des sponsors. C'était surtout des prototypes MK19 et des monoplaces de formule 3. J'ai couru les 24 heures du Mans trois fois. J'ai sillonné le monde avec mes voitures. Douze années de bonheur. Puis, l'accident au circuit du Zolder, en Belgique, au même endroit



(photo: Dominique Lebleux)

où Gilles Villeneuve trouva la mort. Moi, je m'en suis tiré avec un an d'hôpital et de rééducation. Mes plantes de pieds ont été fracassées. J'ai tout perdu, mes autos, ma santé, mon appartement...

APRES L'ACCIDENT

J'étais à la rue, ma famille m'a aidé. Après un certain temps, je ne voulais plus être à leur charge. J'ai essayé des petits boulots. J'étais souvent obligé d'y renoncer à cause des suites de mon accident. Je faisais la manche de temps en temps. Ça m'humiliait. Un jour de cafard j'ai bien failli tout abandonner. Quelles perspectives avais-je ? Me laisser aller à l'alcool ? Voler ? En finir ? J'ai réfléchi très fort. Tenez, je viens d'apprendre qu'un bouliste de la place de la mairie s'est suicidé. Cela m'a fait de la peine. Je me suis décidé à vivre honnêtement, en me tenant debout. C'est à ce moment-là que je suis venu rue Brézin. Je me suis arrêté tout à fait par hasard devant le magasin Ed et j'ai tendu la main. M. Legros m'a demandé si je pouvais lui donner un coup de main de bonne heure le matin. J'étais content de le faire. J'aidais aussi les livreurs. Je parlais parfois avec eux. De même avec les caissières et les clients, mais pas trop. Je sais tenir ma place. Je ne faisais plus la

manche qu'aux moments où c'était nécessaire. J'avais trouvé un milieu.

J'ai aussi trouvé un lieu où habiter. Oui, j'ai été par moment sans toit. Je me rappelle avoir dormi sur les bancs de la place de la mairie. Deux fois les travailleurs sociaux - ou les policiers - m'ont cueilli dans la voiture qui nous amène à Nanterre. Là, on nous offre la douche, les vêtements, un gîte pour un jour ou deux. Un ami m'a proposé une tente et un endroit de camping à Maisons-Alfort. Maintenant, j'ai ma propre tente que je partage avec un copain. Je suis bien installé. Je peux faire la cuisine. C'est mon plaisir du dimanche.

«Puis M. Legros a vendu son commerce à Ed. Ça m'a fait de la peine de ne plus le voir. Mais il y avait déjà des personnes âgées pour qui je faisais le marché et que j'essayais d'aider de toutes les façons possibles. Je suis demeuré fidèle au poste, près de

l'entrée de chez Ed. Je ne bouge pas de là. Je fais partie des meubles. Je suis un loup blanc. Il ne me reste plus qu'à avoir ma plaque sur le mur. (Il rit en me montrant l'endroit. «Et pourquoi pas votre boîte à lettres ?» Il rit encore plus !) J'ai créé mon entreprise».

«Je les aime, mes grands-mères. J'ai besoin d'elles et elles de moi. Je les aide pour les courses, la promenade. A chacune j'offre le muguet du 1er mai et un bouquet de fleurs à Noël. Elles protestent. Mais je tiens à le faire. Vous voyez comme c'est important pour moi de me rendre chaque jour rue Brézin. Elles s'inquièteraient si parfois je m'absentais. Et puis c'est ma survie. Rendre service me permet de vivre. Pourtant c'est dur de rester debout toute la journée. Mais j'aime ma rue. La rue Brézin c'est ma rue à moi. Les gens me connaissent et me parlent. Certains me racontent leurs difficultés. Je les encourage. Ah ! je suis comme un curé ou une assistante sociale ! (Il rit). J'ai voulu tout faire pour survivre avec dignité, je dois continuer».

«Avez-vous des rêves ?»

«Je ne sais pas... je vais sur mes 46 ans. Je me fatigue... Peut-être finir ma vie en Bourgogne où j'ai des cousins. C'était le pays de ma mère...»

Marcelle Brisson

SOLIDARITE

Sauver les enfants malades

Sopheap, la petite cambodgienne, est née avec une grave malformation cardiaque. A 7 ans, seule une opération à cœur ouvert peut la sauver. Après quatorze heures d'avion, elle arrive à Broussais où le diagnostic est confirmé et où elle sera opérée pendant cinq heures. Elle a aujourd'hui retrouvé sa maman à Phnom Penh et mène une vie normale grâce à la Chaîne de l'Espoir.

Parce que, pour lui, «il n'y a pas d'avenir sans enfance» et que tous les enfants ne sont pas égaux devant la maladie, Alain Deloche, professeur en chirurgie cardio-vasculaire à l'hôpital Broussais fonde en 1988 la Chaîne de l'Espoir sous l'égide de Médecins du monde. Elle est aujourd'hui indépendante et assimilée fiscalement à une association reconnue d'utilité publique.

La vocation première de la Chaîne de l'Espoir : faire venir les enfants pour lesquels aucune solution médicale n'existe dans leur pays d'origine, les opérer, les héberger dans des familles d'accueil et les ramener chez eux définitivement guéris, s'est élargie à de nouvelles actions sur le terrain. Elles visent à opérer une majorité d'enfants en formant sur place des équipes autonomes, en apportant des équipements adaptés aux besoins locaux et en créant des structures hospitalières spécialisées.

Depuis 1988, environ 5000 enfants originaires d'une trentaine de pays différents ont été opérés soit en France (plus de 1300), soit dans leur



pays d'origine, quand cela a été rendu possible par la mise en place d'équipes locales. Les dossiers sont sélectionnés par des médecins locaux et envoyés en France où ils sont examinés par le comité médical français en veillant notamment à la possibilité pour l'enfant de mener ensuite une vie normale dans son pays. Dès l'acceptation du dossier, l'enfant arrive en France où il est pris en charge à la fois par la structure hospitalière et par les familles d'accueil, pour une durée de 6 à 8 semaines.

Selon la nature et la gravité de l'opération, le coût moyen pris en charge par la Chaîne de l'Espoir oscille entre 10 000 et 30 000 F. Il est en moyenne de 18 000 F pour un enfant opéré à Paris de problèmes cardiaques.

La Chaîne de l'Espoir a également repris en 1995 l'activité de parrainage créée en 1988 par Médecins du Monde. A ce jour, 2 800 enfants en Thaïlande et 250 au Vietnam sont parrainés par des familles en France. Pour 120 F par mois, un parrain ou une marraine permet à un enfant d'aller à l'école mais aussi de bénéficier d'un suivi médical régulier et des soins nécessaires auxquels il n'aurait pas accès sans ce programme.

Célestes ou anonymes, chirurgiens, infirmières, chefs d'entreprise, parrains ou familles

UN RESEAU INTERNATIONAL

La Chaîne de l'Espoir est située dans des locaux prêtés gracieusement par l'hôpital Sainte-Anne, 1, rue Cabanis tél. 01 45 65 04 64 fax 01 45 65 03 77. En France, elle dispose d'antennes à Bordeaux et Toulouse/Albi et deux filiales européennes ont été créées à Londres et à Bruxelles. Des correspondants médicaux sont présents dans une trentaine de pays. Elle compte 17 salariés en France et sur le terrain, 101 bénévoles et 300 familles d'accueil.

Le budget est d'environ 15 millions de francs qui proviennent pour 45 % de donateurs individuels pour 31 % de parrains et pour les 24 % restants, d'organismes publics et privés.

d'accueil se mobilisent pour redonner l'espoir et la sourire à ces enfants du bout du monde.

L'association recherche en permanence des familles d'accueil et les dons peuvent être adressés au CCP 3703700B La Source.

La Chaîne de l'Espoir est également impliquée dans l'aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo.

Chantal Huret

La Page

an 2009

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

N° 83 – 1,7 euro

PASSERELLES AU-DESSUS DU LION DE BELFORT

Deux jeux de passerelles aériennes et translucides s'entrecroisent désormais au dessus du célèbre lion de Bartholdi, placé sur un socle également transparent et percé d'un passage. Animée d'un mouvement rotatif, la sculpture reste dans l'axe du soleil, déclinant au fil des heures les points de l'univers. Par temps clair, la lumière, ingénieusement diffractée, double les passerelles de deux arcs-en-ciel qui se reflètent dans des fontaines. La place, débarrassée des voitures, plantée d'essences à feuilles persistantes, accueille des passants séduits par ces jeux d'eau et de lumière, et qui peuvent contempler sous tous ses angles, par-dessus et par en-dessous, le lion de Belfort. Celui-ci garde son nom, mais tant de mobilité et de légèreté atténuent la raideur symbolique de ce monument dédié à la Défense nationale ; changement d'époque, n'en déplaise au colonel Denfert-Rochereau.



Justine Sohier

"La Page" fête ses 10 ans et imagine le quartier une décennie plus tard. L'équipe du journal a déjà préparé l'édition de juin 2009.

AUTRE EPOQUE, AUTRES NOMS

Un certain nombre de rues, de places et de monuments ont changé de nom depuis la fin du siècle dernier. Citons quelques exemples dans notre quartier.

La place de Catalogne, celle de la fontaine qui n'a jamais coulé (La Page, n°42), a été rebaptisée place Catala du nom de l'ancienne députée qui a quitté le monde de la politique pour une communauté religieuse.

De même, à la frontière de notre arrondissement, la rue Castagnary est devenue la rue Castagnou.

La mairie du 14e, dont les associations occupent la moitié de l'espace, a été rebaptisée "Notre maison", ce qui somme toute correspond bien à la finalité démocratique du lieu.

L'église Notre Dame du travail est devenue l'église Notre Dame de la réduction du temps de travail, ce qui pose quelques problèmes de carte de visite au curé du lieu.

La rue Cabanis est devenue la rue Canabis depuis que, par autorisation municipale du 1er janvier 2009, cette plante herbacée est cultivée en toute liberté sur les balcons du 14e. Un exemple de l'esprit village qui continue à animer ce quartier dont la population s'est considérablement accrue et, en conséquence, le nombre de lecteurs de La Page. Merci de votre fidélité !

Chantal Huret

DES CHIRAQUETTES AUX SKATES

Depuis les élections municipales de 2007, chaque mairie d'arrondissement peut, en toute indépendance, définir des projets concernant la vie quotidienne de ses administrés et en gérer le budget. C'est ainsi que le conseil du 14e, alerté depuis des décennies au sujet des déjections canines, a pris une courageuse décision : à partir du 1er janvier prochain, l'usage du "Cacanié" sera obligatoire pour tout l'arrondissement.

Il s'agit d'un produit tout à fait révolutionnaire, mis au point et commercialisé par le laboratoire Touboutoutou, de la rue Raymond-Losserand. Cette substance, incorporée aux boîtes d'aliments pour chiens, permet la désintégration complète de tous les déchets alimentaires dans le tube digestif : plus de transit intestinal... plus de "sortie" glissante, nauséabonde, polluante et coûteuse (1,25 millions d'euros par an pour le seul 14e !).

Nul doute que cette invention géniale va se répandre sur tout le territoire et passionner notre ministre de l'Environnement !

En outre, par souci toujours plus constant du bien-vivre des administrés et particulièrement des jeunes, le conseil d'arrondissement du 23 avril a décidé que la totalité du budget annuel des "chiraquettes" (personnel, matériel, traitement des déchets) sera consacrée à la construction et à l'entretien de pistes de skate-board. D'ailleurs, un contrôle de l'exécution de ce projet pourra être exercé par tout un chacun, en consultant les panneaux d'information du public, mis en place de façon permanente à la mairie.

Marie-Françoise Fourmont

CHACUN SA TOUR

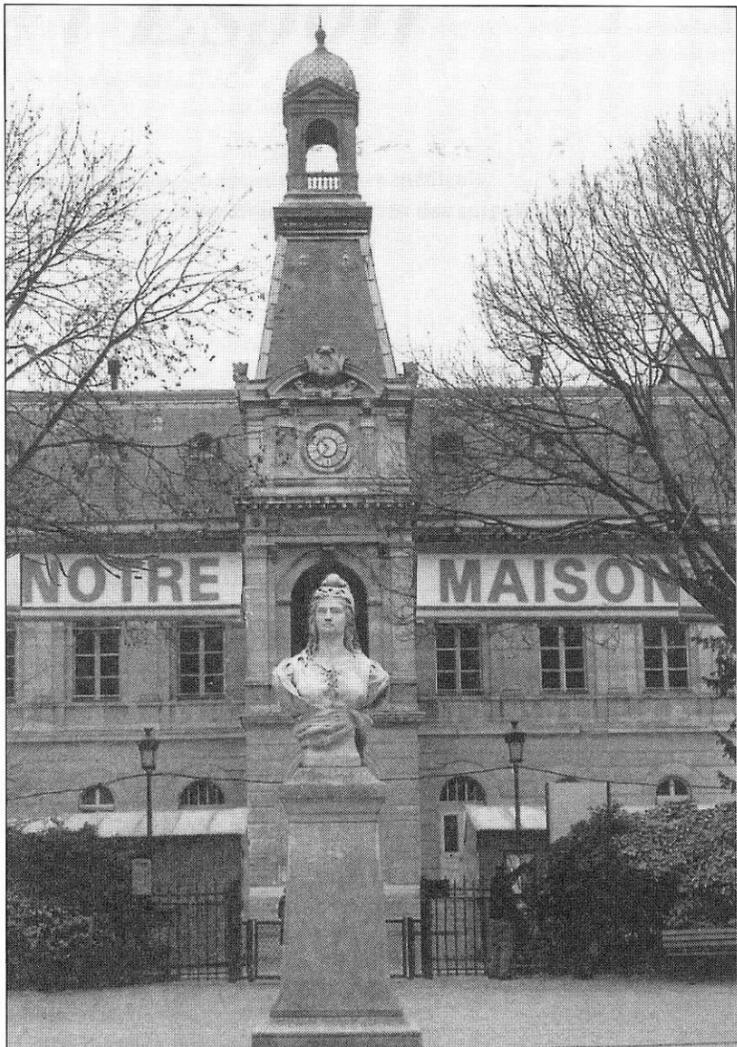
Le Bureau européen pour la protection et la sécurité des espaces publics (Bepsep) a recommandé, depuis Bruxelles, la démolition de la tour Montparnasse. Il fait état d'une inclinaison de l'édifice de 0,005 degrés par semaine vers le boulevard Edgar-Quinet.

Deux mille supporters de Manchester United célébraient récemment la victoire de leur club au bar du 56e étage. Ce sont eux qui ont alerté les autorités locales compétentes, affirmant qu'il leur avait été excessivement difficile de marcher droit lorsqu'ils se trouvaient tout en haut.

Les touristes s'étaient déjà heurtés au problème de cadrage pour leurs prises de vue : depuis le sol, la tour penchait carrément. Anticipant une chute des cotes et du mètre carré disponible au cimetière du Montparnasse, des familles entières abandonnent leurs concessions. «Nous avons peur que les tombeaux ne s'effondrent avec les inhumés», confie un porte-parole du Comité pour la réévaluation de l'avenir du cimetière du Montparnasse (CRACM).

La Ville de Paris étudie un projet de démolition révolutionnaire : découper chaque étage de la tour par tranche. Les étages découpés deviendront de nouveaux foyers SDF en banlieue. Charles-Yves Marland, président de la Coalition SDF-banlieue, rejette le projet : «On ne veut pas vivre dans des tranches de saucisson.»

J.K.A.



PETITE CEINTURE : QUE D'EAU !

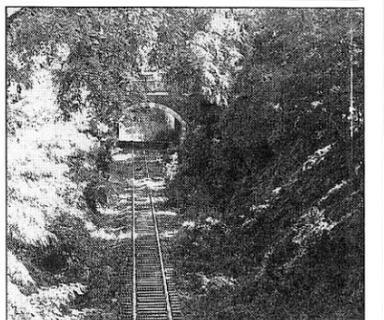
Il y a quelques jours ont été présentées sur Internet des images de la transformation, attendue depuis si longtemps, de la petite ceinture en espace vert. La dénivellation du terrain a permis de construire un paysage aquatique.

Ainsi, l'étang Monet reconstitue une partie du jardin impressionniste, avec son pont et ses

nénuphars ; sur la rivière Renoir, on est invité à louer des barques pour la promenade ; au centre, un Niagara miniature rafraîchit l'espace... Suivent une série de piscines et de bassins, pour le plaisir des petits et des grands. Sur chaque rive, des buvettes, des cafés, des pelouses pour déjeuner sur l'herbe.

Voilà donc la conception virtuelle de monsieur Pisari, architecte du 14e. Pour la retrouver, faites le www.petiteceinture14.com. Toutes autres suggestions informatisées seront les bienvenues !

Marcelle Brisson



VILLAS OUVERTES A MONTSOURIS

Il y aura bientôt dix ans qu'était posée la première pierre de la zone d'aménagement créatif (Zac) Montsouris. A cette occasion, les quinze villas occupées par des jardiniers du parc font portes-ouvertes. Pendant trois jours, les habitants du 14e (et eux seuls) pourront visiter les villas (aucune ne ressemble à l'autre) et repartir couverts de fleurs. Au passage, ils pourront aussi admirer de près l'immense fresque qui recouvre le mur anti-bruit (la plus grande d'Europe, due au talent de notre chère Dilah Drouguimi, artiste quatorziémoise de renommée internationale).

Pour ceux qui ne connaissent pas la Zac et son histoire, rappelons que les séjours d'un an dans ces villas sont offerts, par tirage au sort, à tous ceux et celles qui œuvrent à la construction et à l'entretien de nos habitats et jardins. **E.R.**

NOSTALGIE AUTOMOBILE

A l'occasion de la traditionnelle fête du Vélo, la maire du 14e a inauguré le souterrain qui relie désormais la place Denfert-Rochereau à la porte d'Orléans. Il était temps. Depuis trois ans, l'avenue du Général-Leclerc était la dernière rue de Paris sur laquelle circulaient encore les véhicules automobiles. Dorénavant, les voitures emprunteront ce tunnel, bien aéré, agréablement décoré. En surface, des jardins engazonnés ont été aménagés. Pour la plus grande joie des promeneurs, des baladins s'y étaient installés : jongleurs, montreurs d'ours savants, briseurs de chaîne, magiciens, dompteurs de puces. L'Orchestre national de Barbès, qui célébrait son vingtième anniversaire, nous a régalié de ses dernières créations.

L'ambiance festive de cette journée était toutefois teintée d'un peu de mélancolie. Auprès de l'ex-carrefour d'Alésia, un petit groupe d'une quinzaine de personnes, regroupés sous une banderole de l'Association de défense de l'automobile (Ada), nous ont fait part de leur tristesse. : «C'était beau, toutes ces voitures descendant l'avenue. Rappelez-vous toutes ces familles qui, hiver comme été, faisaient des kilomètres à pied pour venir s'asseoir sur les bancs et regarder passer les voitures. Les dernières à Paris». Le président de l'Ada nous a fait cadeau d'une bombe aérosol de «gaz d'échappement», garantie à base de gazole, et d'un CD de bruit de moteur. «Chez moi, avenue du Général-Leclerc, je mets le disque en lecture continue dès le matin. Trois bouffées de gaz par là-dessus et je suis heureux. Comme avant !» **J.B.**

«L'AU-DELA» NE VERRA PAS LE JOUR

Après un débat terne au conseil municipal, la majorité a voté contre un projet controversé, à l'entrée du cimetière du Montparnasse. L'équipe du CNRS «Thanatologie et mortalité» avait en effet proposé de créer un cyber café boulevard Raspail pour rendre plus accessible au grand public son nouveau site internet : laudela@chess.fr. Philippe Sumeraon, directeur de l'équipe présente son projet : «A la fois un voyage en cyberspace, où nos visiteurs peuvent communiquer avec les morts, en consultant tous les matériaux qu'ils ont décidé de déposer dans notre système, mais aussi un dépôt pour les vivants qui peuvent choisir les traces qu'ils veulent laisser, verrouillées jusqu'à leur décès. On peut laisser des textes, des photos de famille, des journaux intimes, des chansons, des vidéos. Il n'y a pas de limite.»

L'équipe de «L'au-delà» a passé deux ans, en étroite collaboration des chercheurs de la Bibliothèque nationale de France, pour répertorier toutes les personnes enterrées au cimetière du Montparnasse, qui constitue le fond de leur base de données.

L'Equip'Page appuie le rejet par le conseil municipal de la demande de permis de construction. Que les morts restent en paix ! Il y a déjà eu trop d'exhumations à des fins de clonage par des descendants de personnages illustres. On n'a pas besoin d'un café pour aussi parler avec eux ! **Patrick Bolland**

AQUEDUCS RESSUSCITES

Le concours national de l'eau pure vient d'être gagné par la Compagnie des aqueducs du 14e. Rappelons que les travaux de dégagement des ruines de la Zac Alésia-Montsouris, commencés il y a deux ans, se sont achevés en janvier dernier. Sous l'impulsion de notre dynamique conseil municipal, les aqueducs de Marie de Médicis ont été reconstruits à l'identique. Les pierres d'origine, bousculées par les bulldozers il y a douze ans et conservées précieusement chez les riverains, ont été remises en place. L'eau, qui provient de la nappe phréatique de Châtillon, y circule désormais et alimente tous les habitants de l'arrondissement. Les supermarchés du 14e ont retiré de leurs rayons toutes les eaux plates et gazeuses en bouteille, que les habitants buvaient auparavant.

Le conseil municipal du 5e arrondissement a voté, à une écrasante majorité, une motion demandant la prolongation de l'aqueduc jusqu'à la place du Panthéon. Le tracé proposé emprunterait le boulevard Saint-Michel et la rue Soufflot. **Jacques Bullo**

DE LA ROUTE DES BANQUES A LA BANQUEROUTE

L'avenue du Général-Leclerc, nos Champs-Élysées du 14e, émaillés de moult magasins de fripes, de godasses, de toc, et truffés de banques aux guichets ouverts jour et nuit grâce à la carte bancaire, attirait à la fois consommateurs et pauvres en cette fin de siècle. La consommation et la pauvreté étaient alors à leur apogée.

Aujourd'hui, rachetées par des cartels tout-puissants, les banques ont disparu les unes après les autres, mais pas les pauvres. Ils ont été «évacués» afin que nos quartiers restent toujours tranquilles et ne gênent en rien les consommateurs. L'argent n'a jamais été un problème, sauf pour les pauvres. La guerre dite «des Balkans» vient tout juste de se terminer, et les locaux des banques sont restés vides. Les démunis s'approprient non seulement l'agence du Crédit lyonnais où Lénine avait ouvert son compte (voir «La Page» n° 36), mais aussi toutes les places laissées libres par les gestionnaires de l'argent désormais virtualisé. **Jutta Bruch**

IL EST CINQ HEURES

Les autos sont renversées,
La grève sauvage est générale.
Les bus finissent de brûler,
Les taulards sont en cavale.
Il est cinq heures,
Montpar s'éveille.

La tour Montparnasse a chaud aux pieds,
Le lion d'Belfort est renversé,
Sainte-Anne n'est que fumée,
L'avenue Jourdan rebaptisée.
Il est cinq heures,
Gaité s'éveille.

Les zonards sont gare Denfert
Et font ripaille église Saint-Pierre.
Montpar retrouve ses fêtards,
Ses flambeurs et ses communards.
Il est cinq heures,
Montrouge s'éveille.

La Santé est investie,
Les bureaucrates vilipendés.
On s'attaque à la mairie,
La Coupole est déglinguée.
Il est cinq heures,
Plaisance s'éveille.

Le vieux monde va disparaître.
Les ouvriers sans dieu, ni maître,
Autogestionnent la quatorzième.
Le nouveau monde s'éveille.
Il est cinq heures
Et nous n'aurons jamais sommeil.

Version mai 2009. Sur une chanson de Jacques Dutronc (un enfant du 14e), revisitée en mai 1968 par Jacques Le Glou.

François Heintz

ANCIEN COMBATTANT

Dis, Bruno, raconte-nous

Comme toute aventure humaine, «La Page» a connu des crises, des pleurs... mais surtout des joies. Créer du nouveau, rencontrer des gens, leurs histoires de vies, des lieux, s'amuser... En un mot : vivre. Et si l'énergie dépensée sert en plus à défendre des idées, des ambiances ou des endroits aimés, ou simplement à mettre en valeur ce que l'on a à écrire... tout cela n'est pas complètement inutile ! Un des fondateurs de «La Page», qui a aujourd'hui quitté l'équipe, raconte.

Si «La Page» a toujours affirmé son indépendance vis-à-vis des partis politiques, son histoire s'enracine cependant dans une démarche militante. Retour, plus de onze ans en arrière, à l'élection présidentielle de 1988. Au premier tour, Pierre Juquin, en rupture avec le PCF, réunit derrière sa candidature une partie de la «gauche de la gauche». Dans le 14e, il obtiendra 2 130 voix, soit 3,5 % des votants. Mais la campagne Juquin suscite surtout la création de plus de 600 comités en France. Dans notre quartier, un groupe d'une centaine de personnes se constitue : quelques militants «organisés» bien sûr, mais surtout des gens qui veulent, ensemble, rechercher une nouvelle façon de faire de la politique.

CAMPAGNE JUQUIN : ESPOIR DEÇU
Mitterrand, réélu le 8 mai 1988, dissout l'Assemblée nationale. Le comité Juquin du 14e décide de présenter une candidate (salut Jacqueline) dans la 11e circonscription. Elle ne recueille que 634 voix... Au niveau national, comme dans le quartier, la déception est grande. Les organisations «constituées» reprennent

PLUS QU'UN JOURNAL

Les activités de «La Page» ont toujours été centrées sur la réalisation et la diffusion du journal, mais ceci n'a pas empêché l'équipe de mener d'autres actions pour animer le quartier. Ainsi, dès le n° 6, Pierre lance une pétition pour sauver le théâtre de la Gaité. Dans le n° 14, nous appellerons à une réunion publique, le 27 novembre 1992, sur la spéculation immobilière, les destructions, les expulsions. Plus de 100 personnes répondent présent. En fin de réunion, Dimitri propose qu'une association se crée dans le 14e pour traiter de ces questions : ce sont les premiers pas d'Urbanisme et démocratie... Plus tard, nous tenterons pendant plusieurs mois de sauver le marché couvert de la rue Daguerre (avec notamment une pétition qui réunira 3 000 signatures). Il faut aussi savoir que Daguerrosectes a été lancée à l'initiative de personnes de «La Page» (Marnix, Yves). De même pour La Gamberge (Guy, Jean-Luc, etc.).

Et puis, il y a les fêtes. Dès 1990, une petite fête se tient dans une salle de la rue Raymond-Losserand. Mais c'est le 8 mai 1994 que sera organisée la première fête de rue de «La Page» (déjà avec René), rue Daguerre. Sa réussite (la rue piétonne noire de monde un dimanche après-midi, de nombreuses associations présentes, plein d'habitants qui «vident» leur grenier, etc.) nous fait plaisir, mais nous prenons alors conscience que nous sommes «trop Daguerre». Nos plus grosses ventes avaient lieu sur ce marché ou dans les dépôts alentours. Beaucoup de nos articles tournaient autour de ce secteur ou de Montparnasse. Or le 14e ne peut se réduire au triangle. Et je crois que, depuis, un rééquilibrage s'est produit vers Plaisance, en particulier grâce à Laurence.

RESTAURANT VEGETARIEN

AQUARIUS

40, rue de Gergovie, tél. : 01. 45.41.36.88.

La Page
Du Mont Parnasse au Mont Rouge N° 1 - 8 F

Enseignes

LA RONDE INFERNALE

Quand nos boutiques habituelles se transforment en filiales de chaînes de distribution, la vie de quartier en prend un coup.

Ras la seringue

Un petit texte de réflexion sur la consommation et la santé.

DES IMMIGRÉS DANS L'IMPASSE ?

Un article sur les difficultés des immigrés à trouver un logement.

Décembre 1988 : «La Page» n°1 paraît, elle ne compte que quatre pages, mais déjà plus de 600 lecteurs.

leurs billes. Les comités Juquin déprissent.

Dans le 14e, la campagne Juquin a permis que des liens se créent entre des militants qui se sont rencontrés à cette occasion. Ils ont également découvert notre quartier et certains de ses habitants au gré des distributions de tracts, des débats dans les préaux d'école, des collages d'affiches...

Le comité Juquin disparu, nous sommes un certain nombre parmi eux à nous poser une question : que faire ensemble dans le quartier pour continuer à nous battre pour des idées sans être dogmatiques, pour renforcer nos liens avec un quartier que nous apprécions, pour rester en contact entre nous ? Très vite, et parce que nous avons envie de réaliser quelque chose de concret, quelque chose qui reste, la solution nous apparaît : lancer un journal de quartier ! «Journalistes en herbe», ce qui nous plaît aussi, c'est que nous pourrions mesurer l'impact de

notre action. Si nous sommes dans le vrai, le journal sera acheté et lu. Dans le cas contraire, les problèmes financiers nous contraindront bien vite à abandonner...

POURQUOI PAS UN JOURNAL ?

Dans le noyau fondateur, nous sommes quatre, Virginie, Yves, Omar et moi, même si un certain nombre d'anciens «juquinistes» suivent le projet (Nathalie, Agnès, Isabelle...). Premier objectif : faire connaître notre projet. C'est l'objet du petit tract que nous diffusons. Son titre : «Bientôt un journal indépendant dans le 14e». Cette indépendance, nous la revendiquons face «à Chirac et à Félix Potin». Et nous invitons à une première réunion avec tous les volontaires.

Cela se passe au Moulin (déjà, merci Jean-Louis), le 29 septembre 1988. Un succès qui nous remplit de joie. Le premier pari est gagné. Notre

petit cercle s'élargit : Pierre, Juliette, Jacques, Jean-Pierre, Valérie, Philippe, Pascal, Laurent, Danièle, etc... Juquin est déjà loin... Et tout de suite des réunions plénières tous les quinze jours. Puis tout va très vite : la décision sur le nom du journal et les titres de rubrique qui finissent tous en «age» : «Colportage» pour les annonces, «Postage» pour le courrier des lecteurs, etc. (ces titres, comme le principe même de rubriques, seront abandonnés). Les statuts de l'association «L'Equip'Page» sont déposés le 23 novembre et publiés au «Journal officiel» du 28 décembre 1988. Ils en précisent l'objet : «Développer par divers moyens la connaissance de la vie et des activités des quartiers situés aux environs et au sud de Montparnasse et participer à leur animation.»

Après un n° 0 non diffusé, c'est aussi en décembre que paraît, sur quatre pages, notre n° 1. Rotographie, qui imprime toujours le journal en 1999, accepte de n'être payée qu'une fois les exemplaires vendus. Nous titrons sur «La ronde infernale» des enseignes : «Quand nos boutiques habituelles se transforment en filiales de chaînes de distribution, la vie de quartier en prend un coup.» Puis «La Page» parle de la secte Nouvelle Acropole, qui vient de s'installer rue Daguerre, du nouveau plan d'occupation des sols, des travailleurs immigrés du foyer de la rue des Arbustes en grève de loyer. Quelques publicités : Le Clair de nuit, bar de la rue Deparcieux aujourd'hui fermé, qui a longtemps accueilli nos réunions de lecteurs (et nos débats post-réunion), et d'autres commerçants qui acceptent d'accompagner nos premiers pas. Le premier numéro se vendra à 620 exemplaires. Avec la pub et compte tenu du bénévolat, «La Page» est déjà équilibrée financièrement. Une première «victoire»... qu'on peut tenir dans nos mains.

ÇA ROULE, ET ÇA DERAPÉ

Le n° 2, qui paraît en février 1989, titre sur la communauté grecque du quartier. Dès le n° 3 (mai 1989), «La Page» est sur huit pages, toujours à 8 F. L'avenir du bâtiment de l'ancien Centre américain, qui vient de quitter le boulevard Raspail, fait l'objet de notre «une». La mention «Journal farouchement indépendant», en haut de la première page des deux premiers numéros, disparaît. A partir du n° 3, plus besoin de l'affirmer, les faits sont là (il n'y aura jamais plus d'un membre d'un parti politique dans l'équipe). Ce numéro, c'est aussi le décollage des ventes au-delà du millier d'exemplaires, les lecteurs qui viennent vers nous sur les marchés, la reconnaissance de nos efforts. La «une» du n° 4 (juillet 1989) parle de vacances. Celle du 5 (octobre 1989) du conseil d'arrondissement, dont le fonctionnement est longuement expliqué. On s'amuse... mais on ne rigole pas toujours.

C'est que la crise est là. L'équipe avait en tête

"La Page"...

de se mettre d'accord sur plein de choses au-delà de la réalisation du journal. On parlait de charte commune. La diversité était affichée comme un principe, mais difficile à vivre au quotidien. Nous ne réussissions pas à fonctionner en acceptant que chacun venait là pour des raisons diverses et que c'était là sa richesse. Si on y ajoute des querelles de pouvoir, ça explose.

Une assemblée générale, réunissant les adhérents à jour de leur cotisation, est convoquée. Des votes, avec procurations pour les absents, ont lieu. Ce sera, par bonheur, la première et dernière fois qu'un tel formalisme sera nécessaire. L'élection au conseil d'administration donne la majorité... aux initiateurs de "La Page". En février 1990, les "minoritaires" (Laurent, Matt, Philippe et Monique) partent. Ils diffusent un tract, en particulier dans les boutiques qui distribuent le journal, intitulé : "La Page est tournée". Ils dénoncent la volonté de certains "s'implanter sur le quartier à des fins explicitement militantes, politiques ou autres"...

Le n° 6 ne paraît qu'en avril 1990. Les "majoritaires" répliquent en pied de "une" : "Une page est tournée... La Page continue". Et c'est vrai... Le réflexe "légitimiste" fonctionne. "La Page" continue de paraître : aucun dépôt n'a refusé de



"La Page" n°3 : huit pages, et plus de 1000 lecteurs grâce à la mobilisation autour de l'ancien Centre américain boulevard Raspail.

reprandre le journal, aucune baisse des ventes n'est constatée... Le n° 7, c'est l'arrivée de Patrick, qui met encore en page le journal aujourd'hui. Pour nos réunions, Jean-Paul (merci encore) met à notre disposition un local rue de l'Eure, que "La Page" occupe toujours.

DEJA LA GUERRE...

Mars 1991 : la guerre du Golfe s'arrête-t-elle aux frontières du 14e ? Des débats animés opposent ceux qui veulent en parler dans le n° 10 — et qui, en général, sont opposés à l'intervention occidentale — à ceux qui considèrent que de tels sujets n'ont pas leur place dans un journal de quartier. Le numéro sort sans en parler vraiment et quelques articles ne sont pas signés. Leurs auteurs signifient ainsi qu'ils refusent que leur nom apparaisse dans un journal publié en pleine guerre et qui ne la dénonce pas. Mais la crise s'estompée. Tout le monde reste. Tout juste peut-on noter une petite fatigue de l'équipe et un



Paru au printemps 1994, le n°20 a totalisé plus de 1600 exemplaires vendus. Un record qui n'a été battu que récemment, avec notre n°41.

trou de six mois entre les n° 11 et 12 (juin et décembre 1991).

Cette mini-crise aura eu, à mon sens, un effet positif qui demeure encore aujourd'hui dans le fonctionnement de "La Page" : sous l'impulsion en particulier de Béatrice, nous avons dès lors accepté nos différences. Il y a parmi nous des "plus politiques", qui peuvent défendre leurs idées au travers du journal à condition de ne pas les imposer et de ne pas "squatter" le journal. D'autres sont plus strictement "quartier". D'autres encore privilégient le plaisir d'écrire... Et ce qui nous réunit, c'est de faire ce journal. Ainsi, en avril 1993, l'équipe décide-t-elle de publier un supplément gratuit, diffusé à 10 000 exemplaires, en soutien aux sans-logis qui occupent le 41, avenue René-Coty. Certains y mettent toute leur énergie. D'autres sont à ce moment plus en recul. Et tous se retrouvent pour le numéro suivant.

UN RENOUVELLEMENT PERMANENT

Pour préparer la sortie de chaque numéro, plusieurs réunions de discussion des articles sont organisées. Chacun peut ainsi donner son point de vue, et l'auteur enrichir son texte initial. Le "collectif" demande du temps... et suscite parfois des tensions. Et faire un journal, le diffuser, et tout ceci bénévolement demande beaucoup. Des périodes de lassitude arrivent aussi régulièrement. Mais chaque fois, l'appel aux lecteurs permet de relancer la machine. C'est l'un des objets de nos pots des lecteurs. Et puis, quelques fois, il faut crier au secours... Ainsi, en octobre 1995, dans le n° 27, paraît un éditorial intitulé "A vous de jouer !" C'est pour répondre à cet appel que, parmi d'autres, nous ont rejoints Chantal et François, les deux plus récents présidents de L'Equip'Page, et Marie-Françoise, aujourd'hui trésorière.

C'est aussi cela "La Page". Depuis sa création, nous avons été plus d'une centaine à contribuer à cette aventure : un mélange de jeunes (Edwige, Jeanne, Jean, John...) et de moins jeunes. Des quinze du début, il n'y a plus qu'Omar qui participe régulièrement au journal. Mais avec les nouveaux, "La Page" a continué de vivre. Peut-être serez vous vous-mêmes bientôt des nouveaux ? Alors "La Page" vivra !

Bruno Négroni

PLEIN SOLEIL SUR LES CATACOMBES

Comprendra-t-on enfin les dessous de l'affaire des catacombes ? Après s'être heurtée à cinq années de refus et d'atermoiements, la SDDV (Société de défense des dessous de la ville) a obtenu de la mairie de Paris la réouverture des catacombes.

Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié que la SEC (Société d'exploitation des catacombes), appartenant à la mairie de Paris, avait été accusée d'abriter en ces lieux des cérémonies occultes, et que le CDMV (Comité de défense de la mémoire de la ville) s'était saisi de ces accusations pour faire cesser les visites de touristes, visites qu'il trouvait outrageantes pour la mémoire de nos ancêtres.

L'étude effectuée par la SPSSP (Société de protection des sous-sols parisiens) avait par ailleurs alerté la mairie sur le risque d'effondrement du sol des catacombes, bloquant ainsi les tentatives de la SDDV.

Pour faire financer les travaux de consolidation des souterrains, la SDDV vient de mettre en gérance les catacombes, qui vont désormais accueillir "Tacasol", le plus original des salariums de la ville. Nous aimerions dire : "Tous à vos maillots !", mais, hélas ! l'abonnement annuel sera très onéreux et exclusif. Bien entendu, "La Page" s'insurge contre ce choix anti-démocratique et vous convie à venir manifester votre désaccord, en maillots, devant l'entrée des catacombes, à 12 heures, à l'ouverture de "Tacasol".

Elsa Robert

ACCIDENT DEVANT LA MAISON ROSE

Deux cyclistes en train de surfer sur leurs téléportables se sont accrochés rue Olivier-Noyer, devant l'ancien local communautaire Notre Maison. Devenu il y a deux ans Centre mondial de sensualité virtuelle, il a été rebaptisé «la Maison rose» par les habitants dans le quartier.

Le Samu a transporté un des cyclistes, victime d'un traumatisme scrotal, à l'hôpital mondial Jacques-Chirac. Le blessé est devenu un des premiers bénéficiaire de la nouvelle technologie d'implantation de scrotum synthétique, peaufiné en République biélorusse. L'autre cycliste est sorti indemne.

Le lieu de l'accident n'est pas dû au hasard : les deux cyclistes étaient branchés sur simsex.com.fr, le site du Centre mondial, qui, selon le nouveau maire du 14e, est en train de devenir un pôle de développement commercial du quartier. «Le Centre attire des touristes du monde entier, surtout d'Europe de l'Est, a-t-il déclaré. Ça fait vivre au moins une quinzaine de restos du coin.»

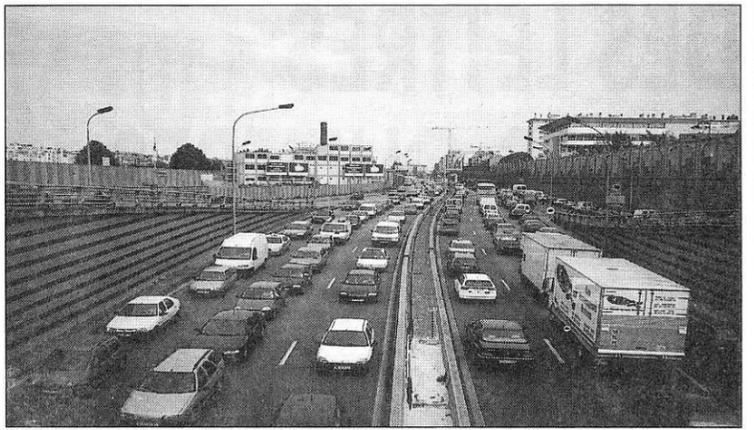
Moyennant 3,5 euros par heure de liaison, les visiteurs de la Maison rose peuvent entrer en relation en direct avec les modèles virtuels sur les 150 micros disponibles sur place. P.B.

BROUSSAIS, COUR DES MIRACLES

Quinze ans déjà que je gratte à «La Page», la gauloise bleue au bec ! Je viens d'avoir 60 ans et poursuis toujours mon enquête sur l'hôpital Broussais. Or il a fermé définitivement ses portes il y a deux ans. Le programme immobilier sur les terrains ainsi libérés n'a jamais vu le jour. Les promoteurs se sont lassés, après dix ans d'attente.

L'ombre de Verlaine malade, déambulant clopin-clopatin (dans les années 1885), plane sur les lieux. Les pavillons des années 30, envahis par les lierres, commencent à s'écrouler. Les herbes folles recouvrent les terrains vagues ; acacias, lilas et buddléias poussent et fleurissent en toute liberté. Les chats pullulent. Les amants maudits s'enlacent sous les fougères arborescentes. Des bandes de gosses ont fait de cette friche leur terrain de manœuvres. Mal logés, sans-abri mais encore traîne-patins ont transformé les bâtiments des «Mariniers» et «Lerliche» en véritables cours de miracles. Certains, pourtant, cultivent de maigres potagers, le long de la petite ceinture. Broussais est devenu le champ de tout le monde. F.H.

REMISE EN EAU DU CANAL PERIPHERIQUE



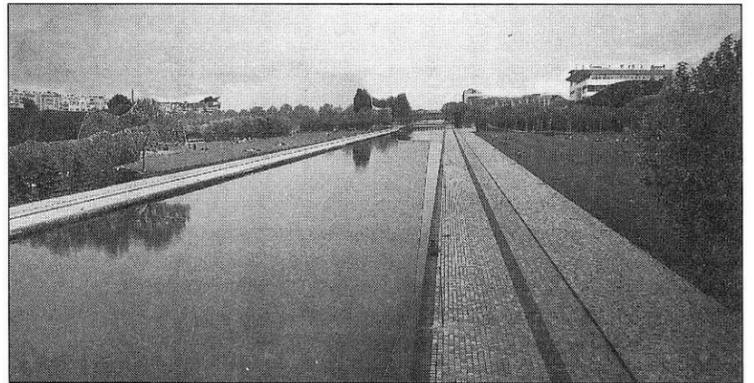
C'est le 10 juin prochain que la Compagnie des canaux de la commune de Paris (la Coca-Copa) procédera à la remise en eau du principal de ses ouvrages : le canal périphérique. Il n'aura fallu que trois mois aux ingénieurs et techniciens pour nettoyer l'ouvrage, qui avait accumulé limons et dépôts divers depuis son inauguration voilà sept ans. Il reste donc peu de temps aux éminents océanographes pour déterminer la provenance et l'origine de l'étrange poisson découvert à cette occasion (voir ci-dessous).

Dès les beaux jours, les pelouses de la porte de Vanves et de la porte de Châtillon pourront de nouveau accueillir les baigneurs. Comme les années précédentes, la berge extérieure sera

réservée aux locations de planches à voile, canots à rames et pédalos. La compétition d'avirons qui a traditionnellement lieu le dernier dimanche de mai sera quant à elle repoussée au dimanche 21 juin.

Nous vous attendons nombreux pour supporter L'Equip'Page qui, cette année encore, sera au départ de la course. A l'occasion des 20 ans du journal, casquettes et T-shirts aux couleurs de "La Page" vous seront offerts au stand de l'association. Vous pourrez y rencontrer les plus anciens collaborateurs du journal (l'équipe actuelle étant sur l'eau), et vous procurer d'anciens numéros. A bientôt donc et bonnes baignades !

Jean-Paul Armangau



UN POISSON BIEN MUET SUR SES ORIGINES

C'est fin février que les personnels chargés du nettoyage des boues du canal découvraient, agonisant dans la vase, un étonnant poisson (voir "La Page" n° 85). Le spécimen, d'une espèce apparemment inconnue, a depuis été confié aux bons soins de l'association Varech océanographique, immédiatement dotée d'une subvention exceptionnelle pour mener à bien son étude (contre l'avis de l'opposition municipale). Le temps presse en effet : il est décidé que, quoi qu'il en soit, l'animal sera rendu à son milieu dès que le biotope du canal sera reconstitué, soit fin juin au plus tard.

Le Varech océanographique décide alors de mener les choses rondement et programme rapidement deux voyages d'études (l'un à Mada-

gascar et l'autre sur les côtes amazoniennes) afin de déterminer les origines possibles de ce que d'aucuns prétendaient être un "cousin" du cœlacanthe, le poisson-fossile. Aucune hypothèse n'a pour l'instant été émise par les éminents spécialistes, alors que l'association a bel et bien encaissé la subvention.

"Force est de constater, nous dit l'ancien maire, que dans cette affaire, on nous a mis devant le fait accompli !" Dans les couloirs de la mairie, les paris vont bon train, et l'on murmure que ce poisson, si muet sur ses origines, ne serait qu'une carpe. Les océanographes parviendront-ils à retomber sur leurs palmes avant fin juin grâce à un "saut de carpe" ? J.-P.A.

RAGUT CEDE SON SIEGE A ROBERT

Le maire du 14e a profité de l'inauguration des dernières caméras de vidéosurveillance posées dans le quartier, allée des Chemises-Brunes (ex-villa Brune), pour confirmer les rumeurs concernant sa démission (voir «La Page» n° 83). Chahuté par une assistance essentiellement composée de miliciens locaux, Thierry Ragut a finalement proposé que, son premier adjoint, Jean-Marie Robert (*), lui succède dès le prochain conseil d'arrondissement.

En poste depuis seulement deux ans, le chef de file de Libéral met ainsi un terme à une carrière politique fulgurante. Le maire démissionnaire a en effet joué un rôle décisif dans toutes les combinaisons qui ont émaillé le précédent mandat. Nos lecteurs se souviennent qu'il avait beaucoup fait, en 2001, pour l'arrivée dans le 14e d'Alain Madelin, éphémère candidat aux élections municipales face à Philippe Séguin, Daniel Cohn-Bendit et Dominique Strauss-Kahn. Par la suite, il négocia les retournements d'alliances qui nous permirent d'être successivement gouvernés par des majorités libéralo-conservatrice, libéralo-libérale-libertaire et libéralo-gestionnaire.

Mais ce n'est qu'à la faveur du scrutin de 2007

que Ragut fut consacré maire du 14e, grâce à son alliance avec Robert. La convergence entre les deux hommes remontait à plusieurs années, quand le président à vie de National fut coopté à la direction de l'association ragutiste Renouveau 14, aussitôt rebaptisée Ordre nouveau 14.

Le départ de Ragut apparaît comme la sanction de sa défaite sur le dossier dit du «Rempart périphérique». Pour édifier cette muraille destinée à «contenir l'invasion des bandes ethniques de banlieue», le maire pensait faire appel à Bouygues, mais son adjoint a su convaincre le conseil d'arrondissement de mobiliser le Service du travail obligatoire... Robert avait d'ailleurs déjà commencé à rafler les résidents du foyer des Arbustes en vue de «prélever l'impôt de la sueur».

Selon le nouveau maire, «le temps presse, les travaux doivent absolument être achevés avant l'année prochaine». Ses conseillers estiment que le 14e sera alors «enfin prêt» à déclarer la guerre à la commune libre de Malakoff.

O.S.
(*) Fils de Bertrand Robert, abattu en 2003 lors du mitraillage de la permanence du FNMM maintenu (post-mégrétiste) par un commando du Fnuf-Armée secrète (néo-lépéniste).

DES LETTRES ET DES CHIFFRES

Signe par signe, ligne à ligne, page à page, numéro par numéro... votre journal de quartier au millimètre près.

Urbanisme, Vie du quartier, Social, Culture, et Patrimoine et Histoire : voilà le quinté gagnant des thèmes abordés par «La Page» en dix ans de parution. C'est ce qu'indique le décompte réalisé par Céline Giret, étudiante en sciences de la communication à Paris XIII, dans son travail sur la presse associative de quartier. En consacrant toute une partie de son mémoire de maîtrise au journal du 14e, Céline n'a pas seulement cherché à vérifier ses hypothèses sur les qualités et les limites de ce genre de presse, elle a étudié par le menu le contenu des quarante et un premiers numéros de «La Page», soit plus de 400 000 centimètres carrés.

Avec 16,81 % de notre surface rédactionnelle, l'urbanisme (c'est-à-dire les articles «traitant de la qualité de vie, les problèmes de circulation, les destructions, les constructions, les créations de Zac...») apparaît donc comme notre centre d'intérêt privilégié. Suivent, dans un mouchoir de poche, la vie du quartier («les actualités sur les habitants, les commerces...»: 15,89 %) et le social («les articles sur les sans-papiers, les sans-logis...»: 15,86 %). En ajoutant la culture (13,54 %) et le patrimoine et l'histoire (11,52 %), on obtient près des trois quarts de nos articles. Les autres catégories arrivent très loin derrière, avec les sectes (6,31 %), les portraits (3,63 %) et la politique (3,54 %).

«J'AI MON NOM DANS LE JOURNAL !»

C'est avec le même souci de précision que Céline a mesuré la place occupée par les différents membres de l'équipe, et les thèmes le plus souvent abordés par chacun d'eux. Au total, elle souligne que, sur dix ans, huit membres de

l'équipe ont signé à eux seuls plus du quart des articles du journal.

S'intéressant de plus près au contenu de «La Page», mais sur la moitié seulement de notre production (vingt numéros), elle a affiné son analyse en traitant des tons employés. Elle distingue ainsi les articles «informatifs» (37,74 %) des «descriptifs» (24,27 %), et les «dénonciateurs» (20,09 %) des «critiques» (13,16 %). Elle fait aussi clairement apparaître que «La Page» pêche bien souvent par manque de lyrisme (4,5 %) et... d'humour (0,24 %) !

En croisant les thèmes et les tons, Céline note que le ton informatif s'applique le plus souvent aux sujets relevant de la vie du quartier, du social et de la culture, le descriptif étant réservé au patrimoine et à l'histoire et aux portraits. Les tons dénonciateur et critique sont le plus souvent employés pour traiter l'urbanisme, mais aussi les sectes et la politique.

«JUSQUE-LÀ, TOUT VA BIEN...»

Au-delà de cette comptabilité millimétrée, Céline situe son étude dans le cadre d'une recherche plus large sur l'ensemble de la presse associative de quartier. Tentant de dégager les raisons qui conduisent souvent des expériences comme la nôtre à l'échec, elle signale de façon assez pertinente les difficultés rencontrées, même si nous avons pour l'instant réussi à les surmonter. La liste est longue, et nous la soumettons à nos lecteurs : la tentation de faire un journal pour le seul plaisir de l'équipe ; la limite du «quartierisme» ; la tension entre amateurisme et professionnalisme ; le manque de notoriété et la difficulté à fidéliser les lecteurs ; la passivité des lecteurs ; le contenu austère ; le manque d'intérêt de la part des associations ; la méfiance de la mairie ; le poids de l'investissement militant ; les tensions politiques dans l'équipe ; les luttes de pouvoir ; les différences de motivation ; les échecs rencontrés dans certains combats ; et enfin les difficultés financières.

Omar Slifi

ENQUETE

La parole aux lecteurs

Comment nous trouvez-vous ?, telle était, en substance, la question que nous vous posions dans le questionnaire inséré dans notre dernier numéro. Vous avez été 129 à nous répondre soit environ 10 % de nos lecteurs (*). Quelques grandes tendances se dégagent de vos réponses :

- un fort attachement au quartier, que la majorité habite depuis de nombreuses années. La durée record est de 80 ans ! Qui dit mieux ?

- un intérêt certain pour «La Page», qui contribue à faire vivre et connaître le quartier et les associations, et qui donne une information qu'on ne trouve pas ailleurs, même pour les 15 % qui lisent aussi le journal de la mairie du 14e... et dont les commentaires sont variés : «si l'on considère que c'est un journal», «on ne peut quand même pas considérer le journal de la mairie comme un journal parlant du 14e», et d'autres beaucoup plus virulents que nous taïrons ici, ne voulant pas être taxés de triomphalisme primaire.

- une relation très souvent nouée sur les marchés (65 % nous ont connu de cette manière), qui sont un mode d'information privilégié (28 % ont su que le numéro était paru en voyant des vendeurs sur le marché contre 19 % chez un commerçant et 12 % par voie d'affiches).

QUI A REPONDU ?

Les lecteurs qui nous ont retourné le questionnaire sont... des lectrices, à 59 %, et une forte proportion sont abonnés (46 %). L'âge moyen est de 52 ans, avec une plage très large qui va de 18 à 89 ans ! 82 % affichent un niveau d'étude supérieur au bac, et 89 % habitent le 14e depuis,

en moyenne, 20 ans et demi. Les quartiers les plus représentés sont, dans l'ordre, Denfert, Alésia, Plaisance et Pernety. Les deux tiers des lecteurs font partie de mouvements associatifs. La même proportion dit exercer une activité professionnelle, avec une forte proportion d'enseignants (12 sur les 80 qui travaillent, mais tout le monde n'a pas indiqué quelle était sa profession), suivis par des médecins (7) et des professions artistiques (6), puis les infirmières (4) et même des psy, cho ou cha (4) ! On peut donc bien se soigner de la tête aux pieds dans le 14e, vous voilà rassurés, non ?

QUE NOUS DITES-VOUS ?

Le questionnaire a été très bien perçu, avec parfois une mise en garde : «Une belle initiative, mais restez vous-mêmes et ne cherchez pas à tout prix à coller aux lecteurs», ou une difficulté à remplir certaines rubriques, notamment les questions 4 (sur les thèmes traités) et 5 (sur les quartiers traités). Comme le précise un lecteur : «Ben, mes cocos, si vous arrivez à dépouiller ça, je vous tire mon chapeau...» Euh, effectivement, nous avons eu quelques difficultés, à la mesure de celles que vous avez eues à les remplir ! Les réponses à la question 5, en particulier, ne sont pas franchement significatives et nous l'oublions donc. Concernant la question 4, on peut néanmoins dire que tous les thèmes portant sur la santé et l'éducation sont ceux qui intéressent le moins (scores inférieurs à 3, «assez intéressé»). Les trois thèmes qui intéressent le plus sont, dans l'ordre, l'environnement, l'urbanisme et la culture. D'après vos réponses, il semble que les mieux traités par notre journal soient, dans l'ordre, les problèmes sociaux, l'urbanisme et l'environnement. Deux thèmes sur trois, donc, ce qui n'est pas si mal ! Si insatisfaction il y a, elle concerne d'abord la culture, puis la politique et enfin le commerce et l'artisanat.

Parmi les propositions et commentaires à cette même question 4, vous nous suggérez par exemple de parler plus de sport (alors là, on voit que vous ne connaissez pas l'équipe...) et de culture. Nous avons bien noté les suggestions de dossiers à creuser, de comptes-rendus de Cica plus détaillés (mais parfois, ils n'en méritent pas plus !), de rencontres plus fréquentes avec nos lecteurs, de reportages sur les personnalités du quartier, sur les métiers en voie de disparition. Nous essaierons, dans la mesure de nos énergies, d'en tenir compte et nous vous remercions

de vos encouragements bienveillants.

NOS QUALITES

Vous appréciez tout particulièrement de pouvoir, grâce à «La Page», «accéder à des informations locales». Les termes «journal local», «information de proximité» sont repris dans 42 commentaires. Vous trouvez également que c'est un journal «clair» et «bien écrit» (cité 22 fois), qui «fait vivre le quartier» (14) et que vous trouvez «bien présenté et mis en page» (13). Vous appréciez «son engagement», voire «son engagement à gauche», son «idéologie explicite», «sa liberté de ton et d'expression» et son «objectivité». Enfin vous n'êtes que trois à citer «l'humour» dans nos qualités principales. Souhaitons que ce numéro «spécial 10 ans» vous fasse changer d'avis !

...ET NOS DEFAUTS

Dix-neuf trouvent le journal trop militant, «une tendance politique sensiblement plus marquée qu'antan», «trop orienté» «trop gauchiste», voire «un peu trop gauchiste et communiste», ou encore dénoncent notre «appui un peu trop marqué à des groupuscules, dont certains sont en délicatesse avec la justice» ! seize trouvent que nous paraissions de manière trop épisodique ou que le nombre de pages est insuffisant (on est d'accord, mais on a du mal à faire plus), et que «son format n'est pas pratique». huit estiment qu'on «râle pour pas grand-chose», avec «une certaine tendance au parti pris» et six pensent qu'on a «une petite tendance à la nostalgie (ah ! le vieux 14e !) ou qu'on «cède souvent aux délices du passéisme». Vous avez été quelques-uns à ne pas apprécier les articles sur les sans-papiers «problème trop général, traité par nos quotidiens» et trois seulement à regretter notre «manque de profondeur dans les articles». Enfin, seize ne nous trouvent aucun défaut (des noms ! des noms !)

Si vous êtes 59 % à être sensibles à une «une» qui porte sur la partie du 14e où vous vivez, vous l'achetez aussi quelle que soit la «une» car, comme le dit quelqu'un, «de toute façon, j'achète La Page parce que je l'aime !» Nous aussi, nous aimons la faire, et espérons bien continuer encore longtemps ! Merci de votre fidélité.

L'Equip'Page

(* Les résultats complets de l'enquête peuvent vous être envoyés, moyennant une enveloppe timbrée à 4,50 F.

LE RESTROQUET
fait peu noise
Son nouveau patron, **FREDERIC**, est arrivé pour vous accueillir et vous satisfaire dans une ambiance chaleureuse.

POUR TOUTES LES P'TITS CREUX DE LA JOURNÉE, AVEZ LE REFLEXE RESTROQUET

Tous les Mardis... LE PLAT DU JOUR ET SES LEGUMES VARIÉS
Tous les Vendredis... SON PLAT DE POISSON
Tous les Samedis... 5 PLATS DU JOUR ACHETÉS 1 DESSERT OFFERT

5 SANDWICHES ACHETÉS 1 BOISSON OFFERTE

Ses Sandwiches
JAMBON BEURRE...14'
JAMBON BEURRE GRUYERE...17'
SAUCISSON SEC...14'
SAUCISSON A L'AIL...14'
JAMBON DE PAYS...18'
CRUDITES...17'
CRUDITES POULET...20'
CRUDITES THON...20'
CRUDITES ROTI-DE-PORC...20'
...et ses sandwichs chauds.

Ses Salades
LA RESTROQUET...27'
LA FROMAGERIE...29'
LA PAYSANNE...28'
LA NICOISE...28'

Ses Assiettes
STEACK HACHE FRITES...30'
MERGUEZ FRITES...20'
FRANCFORTS FRITES...28'

5 SALADES ACHETÉES 1 SANDWICH OFFERT

LE RESTROQUET - 49, RUE BENARD - 75014 PARIS - TEL. 01 45 42 12 56

LES CRUS DU SOLEIL
LES CRUS DU SOLEIL

146 rue du CHATEAU
75014 PARIS

TEL / FAX 01.45.39.78.99.

Vins de pays et muscats en vrac, appellations du Languedoc-Roussillon, vins de propriétés...mais aussi, charcuteries de la Montagne Noire, huile d'olive, terrines de canard...

Boutique-dégustation ouverte de 10 à 13h et de 15h30 à 21h
Dimanche matin de 10 à 13h

COMME UN P'TIT
Coquelicot
25 R. BREZIN - 75014 PARIS TEL. 45 39 36 52
Bijoux • Cadeaux • Artisanat

Les Cyclades
LIBRAIRIE-PAPETERIE-PRESSE
53, rue Didot, 75014 Paris
Tél.: 01.45.43.06.60.

Alésia
BIOCOOP
Des produits biologiques et des éco-produits à des prix justes, issus d'une agriculture différente, respectueuse de la terre et des hommes qui y vivent.

Notre coopérative de produits biologiques
du mardi au vendredi de 10h30 à 15h30 et de 15h30 à 19h30
le samedi sans interruption de 10h à 19h30

Membre de la fédération BICOOP
4bis, rue Thibaud - 75014 Paris - tél. 01 45 43 08 00

ZOÉ PHOTO
147, RUE D'ALÉSIA.
TEL.: 01.45.42.37.22.
FAX: 01.45.40.94.61.

TRAVAUX PHOTO EN 1H
• la photo à partir de 1fr
• photo d'identité couleur/n et b
...avec choix d'épreuves
• copie d'anciennes photos en 1h
• films, matériels, albums, cadres...
• -10% sur présentation de cette annonce

CANA'BA
BISTRO



01. 43. 22. 92. 15

22, rue Raymond Losserand
Paris 14^{ème}

Cuisine familiale

Hôpital Saint-Joseph

LES SALARIES PAIERONT-ILS LA FACTURE ?

La fondation de l'hôpital Saint-Joseph a présenté en mars un projet de plan social au comité d'entreprise. Au programme : la suppression de 236 emplois dont 222 non médicaux (sur 1405) entre le 1er octobre 1999 et le 31 août 2000. Ce projet est d'ores et déjà contesté par différents syndicats, dont la CGT.

La direction tenue au secret, surtout à l'égard des salariés, a refusé de répondre à nos questions.

Déjà à quatre, on est saturé de travail, alors si on nous supprime des postes, jamais on ne s'en sortira», s'exclame une infirmière de l'hôpital Saint-Joseph présente à la journée d'action organisée le 2 avril à l'appel de la fédération de la CGT de la santé privée. L'hôpital a rencontré des difficultés économiques qui se traduisent depuis plusieurs années par des déficits. Pour 1999, il serait de l'ordre de 31 millions de francs. Mais pour beaucoup, ces déficits étaient prévisibles.

CHRONIQUE D'UN DEFICIT ANNONCE

Trois raisons à ces mauvais résultats : le départ de Broussais, l'impact des travaux de modernisation et enfin un coût trop élevé de l'activité médicale. Depuis longtemps, Saint-Joseph assurait le service restauration de l'hôpital Broussais. Le départ de ce dernier, fin septembre 1999, vers l'hôpital européen Georges Pompidou (voir ci-contre) entraînerait une baisse d'activité. C'est pourquoi, sur les emplois non médicaux supprimés, le pôle «restauration» est le plus touché. «De 63 personnes, on va se retrouver à un effectif de 30, cuisine et diététique compris. Je ne sais pas comment on va faire», explique un employé des cuisines. Certains pensent que les conséquences auraient dû être anticipées depuis longtemps. Le départ de Broussais est annoncé depuis 1992. Pourtant cela n'a pas empêché la fondation, en juin 1994, de créer en CDI 26 postes supplémentaires. Pourquoi créer des postes nouveaux si, cinq ans plus tard, on en supprime une trentaine ?

D'autant plus qu'il existe un risque de sous-effectif. «Comment vont-ils faire le week-end, une fois Broussais parti ? se demande un salarié. En effet, le self de Saint-Joseph étant fermé le week-end, le personnel se rabatait sur celui de l'hôpital public. L'ouverture d'un self à Saint-Joseph sera nécessaire. «On travaillera plus mais en sous-effectif».

Le plan directeur, ou plus exactement les travaux de modernisation («La Page» n° 34), ont été mal gérés. Pour faire de Saint-Joseph un «hôpital vert et moderne», la fondation a entrepris, en 1994, des travaux visant à la modernisation des infrastructures : amélioration de l'accueil, de la circulation entre les bâtiments et surtout rénovation des bâtiments. L'hôpital a aussi fait une



Une modernisation qui coûte cher au personnel. (photo : Muriel Rochut)

cardio-vasculaire. Mais cette limite à 2 % semble irréaliste notamment à cause de l'activité créée par le SAU et la reprise du dispensaire Marie-Thérèse.

UN PLAN SOCIAL CONTROVERSÉ

En effet, si la situation est grave cela n'empêche pas l'hôpital de racheter le centre de santé Marie-Thérèse, situé à Malakoff, centre qui accuse une perte, au 31 décembre 1998, de 1,1 million de francs. Remarquons que ce rachat vient d'une proposition faite par l'un des administrateurs de la fondation qui est également président de l'association gestionnaire du dispensaire. Comme raison à ce rachat, il est évoqué une complémentarité au niveau des soins et du service offert aux

patients. Complémentarité, toutefois, qui n'est pas démontrée et qui impliquerait de nouvelles dépenses, notamment en personnel.

Aux termes du plan social et comme l'exige la loi, la direction de Saint-Joseph a présenté des mesures visant à limiter voire à éviter les licenciements. Ces mesures ont recueilli le scepticisme des syndicats. Il est prévu un reclassement vers le centre de rééducation Sainte-Marie et l'application de la loi Aubry sur la réduction du temps de travail. Sainte-Marie, hôpital du 13e arrondissement, devait s'installer sur une partie du terrain libéré par Broussais. L'implantation ne s'étant pas faite, Saint-Joseph s'est proposé de mettre à disposition une parcelle de terrain d'environ 3500 m² située en bordure de la rue Pierre Larousse. Mise à disposition gratuite, au contraire de ce que proposait l'AP-HP. Le centre ne devrait ouvrir qu'en 2003 et permettrait une meilleure coopération entre les deux établissements, notamment en matière de personnel. Mais si les besoins de l'hôpital de rééducation s'élèvent à une centaine de postes, la fondation ne peut en redéployer que soixante compte tenu de la nature de la demande. Essentiellement, parce que certains n'existent pas à Saint-Joseph, d'autres étant peu représentés. Mais la fondation s'engage à former, d'ici l'ouverture, 50 personnes pour répondre aux besoins du centre de rééducation. L'autre mesure importante est la réduction du temps de travail dans le cadre du volet défensif. Sous réserve de la signature d'une convention avec l'Etat, cela permettrait de sauvegarder environ 70 emplois. Cette réduction serait accompagnée d'une aide - un abattement de cotisations sociales - pendant une durée de cinq ans. Le montant des aides s'élèverait en moyenne à 7 millions de francs par an. Bien que la direction s'en défende, certains syndicats pensent qu'une partie de l'aide octroyée irait au financement des travaux de modernisation. Mais ce qui les inquiète le plus, c'est l'absence de création d'emplois. «A Saint-Joseph, la plupart des services travaillent déjà en effectif minimum», explique Medhi Blagmi. «Cela veut dire que lorsqu'il y a des personnes malades ou absentes, le travail est désorganisé. Alors comment pouvons-nous supprimer environ 200 postes et mettre en oeuvre les 35 heures sans création d'emploi»? En outre, les salariés n'ont aucune garantie sur la pérennité de leurs emplois. Ils craignent que la dégressivité des aides entraînent automatiquement «une nouvelle charrette». Et surtout que la direction prenne des mesures visant à l'annualisation et à la modulation du temps de travail. «Autrement dit, on travaillerait à la carte» s'exclame un salarié.

Muriel Rochut

RUE NIEPCE

Action contre la faim sur le front humanitaire

Les Parisiens connaissent Action contre la faim depuis l'apparition de ses responsables dans les journaux télévisés au moment des crises, et aussi depuis le collage dans le métro des affiches-chocs montrant deux garçons squelettiques, l'un portant l'autre, et la légende : «On ne pourra pas dire qu'on ne savait pas».

Partout, cette organisation, qui a son siège international au 4 rue Niepce est connue pour ses programmes humanitaires, comme les centres nutritionnels destinés aux enfants nord-coréens, la distribution de semences et d'engrais en Côte d'Ivoire, les forages au Cambodge, la réhabilitation des structures de santé et la distribution de matériel médical en Ethiopie. Les Balkans ont été au centre des préoccupations de l'ACF bien avant que l'Otan ne lance ses bombardements sur la Serbie fin mars. Depuis 1992, l'organisation a travaillé en Bosnie, où elle a distribué de la nourriture et des semences et a réhabilité les réseaux d'irrigation. Ses services ont aidé 15 000 Bosniaques vivant dans les secteurs croates et serbes. ACF a envoyé une équipe au Kosovo en septembre, quatre mois avant que n'éclate le conflit entre les Serbes et les Albanais de cette province, mais ce groupe a été évacué quelque temps après. A l'heure actuelle, ACF gère un centre d'aide alimentaire dans un camp de réfugiés en Albanie, et installe des points d'eau, des douches et des latrines dans un autre. Dans un camp monténégrin, ACF a mis en place des programmes nutritionnels pour les femmes enceintes et celles qui nourrissent leurs enfants. A Blace, en Macédoine, l'organisation a distribué de la nourriture et des couvertures juste avant que le camp ne soit brutalement vidé par les autorités macédoniennes début avril. Fondée en 1979 par Françoise Giroud, Guy Sorman et d'autres intellectuels, elle est aujourd'hui présidée par José Bidegain et dirigée par Jean-Luc Bodin. ACF a environ 300 volontaires expatriés, collaborant avec 4000 employés locaux, pour 80 programmes dans 30 pays. L'an dernier, son action a touché plus de 5 millions de personnes de l'Afghanistan au Tchad. Environ 40 personnes travaillent rue Niepce. Le budget annuel est d'environ 300 millions de francs, provenant principalement de l'Union Européenne, des Nations Unies et de certains gouvernements y compris la France et les Etats-Unis, mais elle reçoit aussi les contributions collectives et individuelles.

Andrea Knox



HOPITAUX PUBLICS

La restructuration continue

Parallèlement à la fermeture partielle de Broussais, les hôpitaux Saint-Vincent-de-Paul et Cochin devraient fusionner. Les élus et les habitants du 14e s'interrogent mais l'Assistance publique reste toujours aussi muette !

La restructuration des hôpitaux parisiens se poursuit, en particulier dans le 14e. Lors du conseil d'arrondissement du 29 mars, Maurice Lassalle, conseiller communiste, a proposé un vœu dénonçant le projet de fusion des hôpitaux Saint-Vincent-de-Paul et Cochin qui répond, selon lui, à «une politique de réduction massive des offres de soins au nom d'une prétendue maîtrise des dépenses de santé». Il demande «un moratoire sur la décision du

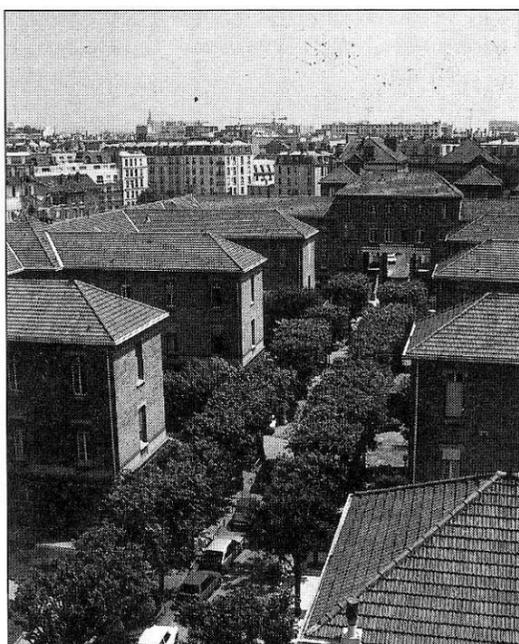
conseil d'administration de l'AP et l'organisation d'une concertation associant l'ensemble des parties concernées». Ce vœu a été adopté et transmis à Jean Tiberi qui, rappelons-le, préside en tant que Maire de Paris, le conseil d'administration de l'AP.

Il faut savoir que les maternités de Saint-Vincent-de-Paul et de Cochin représentent respectivement 3000 naissances par an. Concernant Saint-Vincent, aucune garantie n'est donnée sur le maintien des services-clés : maternité, urgences, néonatalogie. Que deviendrait un hôpital pédiatrique sans maternité ? Sans compter les menaces sur les emplois, y compris municipaux. Pour Maurice Lassalle : «Ces projets ne tiennent pas compte des besoins sanitaires de la population et compromettent la qualité des soins».

On nous demande souvent : où en est-on pour Broussais ? Depuis 1996, «La Page» a consacré deux dossiers et plusieurs articles sur les menaces qui pèsent sur l'hôpital de la rue Didot et sur les luttes pour sa sauvegarde (voir n°37). Il est, en effet, prévu de transférer les deux tiers de ses services vers l'Hôpital européen

Georges-Pompidou (HEGP), dans le 15e arrondissement.

L'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) entretient un silence de plomb et le contenu du «nouveau» Broussais n'a pas varié depuis le printemps 1998. Seraient simplement conservés les bâtiments Leriche et des Mariniers ; le reste de l'hôpital serait démolit et ferait l'objet de projets immobiliers. Seule décision récente, Broussais dépendra administrative-ment de l'HEGP avec la création d'un groupe hospitalier Broussais-HEGP. En mars dernier, le directeur général de l'AP, M. Durrleman, a fait savoir aux élus



du 14e «qu'il se tenait à leur disposition pour les informer, le moment venu, de la réalisation du programme». Il semblerait qu'il ne soit pas encore temps ! Si le flou le plus complet entoure le devenir de Broussais, c'est qu'il est lié à la mise en service de l'HEGP. Or le fleuron parisien de l'AP avait déjà ouvert en octobre dernier. Une ouverture sans cesse reportée et censée avoir lieu en septembre prochain. Les retards du chantier obligent à renouveler les appels d'offres du matériel de haute technologie. Ce complexe «futuriste» de 864 lits aura coûté 2 milliards de francs à la collectivité, et son coût de fonctionnement - 1,2 milliard de francs - sera à peine inférieur à celui des établissements qu'il fédère (Broussais, Laennec, Boucicaut et Saint-Lazare). Il n'est malheureusement plus temps de s'interroger sur son utilité !

François Heintz

Les pavillons des années 30 seront démolis pour faire place à un projet immobilier. (photo : AP-HP)

LOGEMENT

Solidarités nouvelles

Prenant modèle sur l'association Solidarités nouvelles face au chômage, des habitants du 19^e arrondissement de Paris ont créé l'association Solidarités nouvelles pour le logement (SNL).



Avoir un domicile est un problème souvent insoluble pour des personnes en situation précaire. SNL a prouvé que l'on pouvait «faire quelque chose» en devenant propriétaire de logements, et en les relouant à des personnes en difficulté tout en les accompagnant dans la recherche de solutions durables... La première acquisition eut lieu en 1988/89. Ensuite, un groupe se lance l'année suivante dans l'Essonne. Comment est financé l'achat de ces appartements ? Essentiellement par des dons et des prêts. La loi Besson a également facilité les choses en permettant à des associations d'acquiescer des logements en bénéficiant d'aides publiques. Aujourd'hui, forte de plus de quarante groupes locaux, l'association possède un parc de 250 logements qui grandit au rythme de 60 par an. Ces appartements, une fois acquis, sont mis en location à des prix abordables même pour une personne vivant du RMI, si elle bénéficie de l'allocation personnalisée au logement. A Paris, beaucoup de personnes seules et de familles mono-parentales ont recours à SNL.

La création d'un logement n'est qu'une étape. Il faut accompagner ces personnes logées et les aider à trouver une solution de logement durable. La solidarité d'un accompagnement humain est fondamentale dans les perspectives de SNL. Chaque personne logée signe un contrat d'un an renouvelable une fois avec l'association, et est accompagnée par deux membres du groupe. Ils perçoivent le loyer et veillent au bon respect du contrat d'habitation. Mais avant tout, c'est une présence qu'ils offrent, une relation de voisinage. Ils aident également les locataires dans leurs démarches auprès des HLM, des propriétaires privés, etc. Etre deux permet des sensibilités différentes, une solidarité dans l'accompagnement. Les personnes logées sont invitées aux rencontres régulières du groupe.

Dans le 14^e, depuis fin novembre, s'est constitué un groupe local de solidarité. Déjà, deux familles et une personne seule vont être logées en avril dans un deux-pièces et deux studios, acquis dans l'arrondissement grâce à des dons privés et des subventions publiques. Mais le groupe a encore besoin de toutes les bonnes volontés ; soit sous forme de dons ou de prêts (sans intérêt) pour finir de rembourser les appartements, soit comme accompagnateurs, ou bénévoles pour d'autres tâches (recherche de dons, secrétariat, documentation...).

Diane Bossière

Pour plus d'information contactez :

SNL : 25 rue Bouret 75019 Paris, tél : 01.42.41.22.99

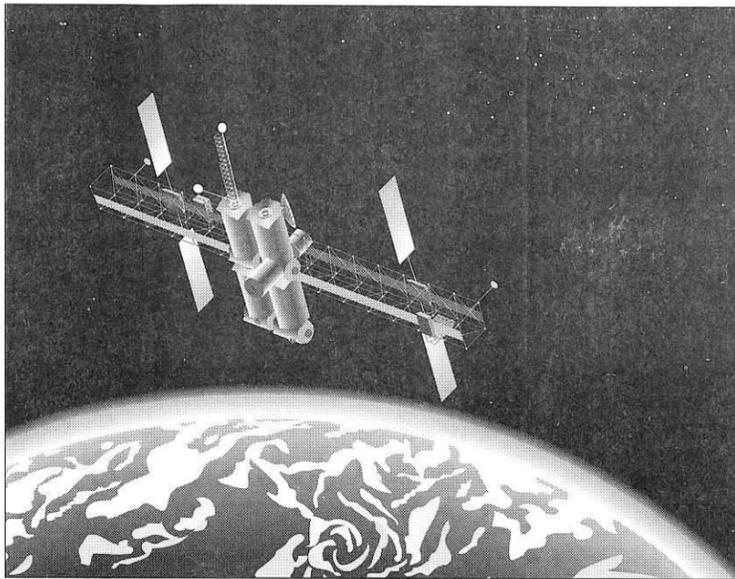
Dans le 14^e : Marie Claude Doméon, tél : 01.45.40.63.34, ou Diane Bossière, tél : 01.45.43.23.87.

LA PAGE est éditée par l'association L'Equip'Page : BP53, 75661 Paris cedex 14. Tél (répondeur) : 01.45.41.75.80. Fax : 01.40.44.94.86. E-mail : lapage14@aol.com. Directeur de la publication : François Heintz. Commission paritaire n° 71 081. ISSN n° 1280 1674. Impression: Rotographie, Montreuil. Dépôt légal : juin 1999.

KEO, L'OISEAU ARCHEOLOGIQUE

2001, l'odyssée partira de chez nous

Voulez-vous transmettre un message à vos lointains descendants, dans 2500 générations ? Ne souriez pas ! C'est ce que vous propose Jean-Marc Philippe, initiateur du projet KEO, le satellite qui retombera sur la terre dans 50 000 ans. Lisez et rêvez maintenant



Une nuit d'été de l'an 52 001. Un homme et une femme, habitant une vaste étendue neigeuse, proche du sommet de l'Anapurna, observent depuis trois heures le panache brillant qui embrase le ciel. Une boule de feu vient droit sur eux. Ils distinguent de mieux en mieux sa forme : deux grandes ailes plantées sur une boule. Un oiseau de feu, pense la femme. Elle est heureuse, car elle n'en a pas vu depuis des années, depuis qu'ils ont dû se réfugier dans la montagne. L'oiseau plane. Il est à quelques centaines de mètres, s'approche et soudain heurte le flanc de la montagne. Il tombe lourdement sur la prairie de neige, roule et se cogne contre le rocher de lumière. Une aile s'y fracasse. La lueur s'est éteinte, mais sous la lune le grand aigle brille.

L'homme et la femme se regardent. Inquiets, ils s'approchent avec prudence. L'oiseau ne ressemble en rien à ceux qu'ils ont connu. Il est dur comme la lame du couteau que l'homme a

accroché à sa ceinture. Ce n'est qu'une boule, dit l'enfant qui les accompagne. Sur la surface extérieure, des dessins et d'étranges graffitis. «La Terre, dit la femme». Elle pointe du doigt mais ne reconnaît pas sa Terre, les continents ne sont pas à leur place, les mers sont trop petites.

La boule s'est ouverte. Quel fouillis dans l'oiseau ! Des images étranges qui leur font penser aux hommes et aux femmes qui sont partis habiter sur Mars, il y a longtemps. Les gravures qu'ils se passent de main en main représentent de très petits humains, de toutes couleurs, noir, blanc, jaune. L'homme rit. Il ne connaît qu'une couleur de peau. Ils ont d'étranges choses sur le sommet du crâne, sur le bas du ventre, sous les

bras. Certains en ont même sur le visage. «Poils, dit la femme, en riant». Ils fouillent. L'homme sort un objet transparent. Il y voit quatre logements. Dans le premier un liquide transparent a pris la forme de la cavité, dans le second stagne un liquide rouge et épais. Rien dans le troisième, quelques grains brunâtres dans le dernier. Tout au fond de l'oiseau, ils voient des galettes brillantes. Elles sont belles et leur renvoient leur image. Des sillons très fins y sont tracés. Perplexes, ils contemplent une suite de signes qu'ils essaient d'interpréter...

Si tout se passe comme prévu, ce pourrait être l'un des scénarii possibles. Si le satellite KEO, qui sera lancé en 2001, redescend sur terre

après avoir tourné pendant 50 000 ans autour de notre planète, ceux qui découvriront le grand oiseau sur terre ou le repêcheront en mer, feront la plus grande découverte archéologique de tous les temps.

Dans KEO, ils trouveront un résumé de la civilisation des hommes du XX^e siècle et de leur environnement. Sur le corps du satellite le dessin des continents et des mers que nous connaissons. Dans le «diamant aux quatre inclusions», de l'eau, du sang humain, de l'air, de la terre arable. Sur des disques de verre ils devront déchiffrer les messages digitalisés que les humains de l'an 2001 auront préparés à leur intention. Quelques données astronomiques (position et vitesse de rotation actuelle de pulsars radio) leur permettront de déduire la date d'envol de KEO.

Il y a 50 000 ans, l'Homme découvrait l'art. Depuis longtemps déjà il utilisait des outils et il enterrait ses morts. Que sera devenu l'Homme dans 50 000 ans ? Habitera-t-il toujours la Terre ? Sera-t-il doté de nouveaux sens ? Quel aura été le cours de l'Histoire ? Quelles réussites, quelles catastrophes ?

Jean-Marc Philippe a pensé et impulsé le projet ; il le développe avec Karin Jestin, Véronica Quinn et Luc Gabriel. Leur quartier général est sur le boulevard Brune.

Si vous voulez en savoir plus sur le projet, sur les entreprises qui participent sur le plan technique (Aérospatiale, CEA, CNRS, Ecole des Mines, Sup'Aéro...), si vous voulez rédiger un message pour nos lointains descendants (6000 signes maximum. Une ligne suffit), visitez le site Internet : www.keo.org

Jacques Bullo

LA VOIX DE LA VIE

Permanence et soutien 24 h sur 24

«Suicide Ecoute» est une association créée en 1994, à but humanitaire, apolitique et non confessionnel.

Son action se déroule à deux niveaux : une écoute téléphonique d'urgence ainsi qu'un travail de terrain pour sensibiliser la population à la détresse extrême. Cette association est financièrement soutenue par de nombreux organismes et institutions comme l'Académie française, la Fondation de France ou le ministère de la Santé.

LES APPELANTS

L'activité de «Suicide Ecoute» apparaît d'autant plus nécessaire que le nombre des victimes par suicide a doublé depuis les années 70. Si la majorité des tentatives sont le fait des femmes, ce sont les hommes qui, le plus souvent, parviennent à se donner la mort. Les estimations de l'association reflètent le taux national : en 1993, 3 % des hommes et 1,2 % des femmes se sont donnés la mort*. Les appels (environ 40 000 par an) émanent de personnes de 14 à 90 ans, mais la plupart sont cependant d'âge moyen (30-50 ans). Le milieu social n'est pas déterminant, toutes les catégories socio-professionnelles sont représentées.

Les causes majeures pour lesquelles les appelants se manifestent sont le plus souvent un chagrin d'amour, une situation de détresse matérielle (chômage, faillite) et/ou psychologique (séparation, maladie, violences physiques et sexuelles). Si la plupart des appelants sont déjà suivis médicalement et psychologiquement

pour état dépressif, ils semblent avoir besoin d'une écoute supplémentaire qui, grâce à l'anonymat, leur offre un espace d'expression différent et complémentaire d'un cadre thérapeutique classique.

Ils demandent, selon les cas, un soutien pour vivre, pour passer un moment difficile, ou un accompagnement pour mourir. On distingue trois groupes : ceux qui ont des idées suicidaires, ceux qui envisagent de passer à l'acte, et ceux qui le font en cours d'écoute. Les moments les plus anxiogènes sont en fin de soirée et en début de nuit. Il n'y a pas de différence significative entre la semaine et le week-end. En revanche, il y a davantage de tentatives aux changements de saison et en été. Pierre Satet, président de l'association, souligne toutefois que les personnes se tuent non pour se supprimer, mais parce que c'est le seul moyen pour elles de supprimer la souffrance ressentie. Il évoque en particulier l'important phénomène de «solitude construite». En effet, la solitude ne résulte pas uniquement d'un manque ou d'une faiblesse de soutien de l'entourage, mais souvent aussi d'un blocage psychologique à demander de l'aide, qui se traduit par un repli sur soi, un renoncement. L'activité de «Suicide Ecoute» et notamment le respect de l'anonymat facilitent donc la démarche des personnes en souffrance.

LES ECOUTANTS

La soixantaine de bénévoles appartient aux classes moyennes et supérieures. Pierre Satet regrette à ce propos l'absence de personnes venant des classes populaires. Les femmes y sont majoritaires, comme dans la plupart des associations. Un tiers seulement exerce une activité pro-

fessionnelle, les autres étant retraités ou sans emploi. L'âge requis est de 25 ans minimum, mais la plupart sont d'âge moyen car ce type d'action exige une certaine expérience de la vie.

Pour se former, les bénévoles disposent d'une documentation variée : ouvrages, dossiers, cassettes audio et vidéo. Ils bénéficient en outre d'une préparation initiale comportant trois degrés : une observation d'un écoutant en situation, une écoute active en présence d'un autre bénévole, et enfin une écoute «en solo». Une formation continue, animée par un psychiatre et un psychanalyste spécialisés en suicidologie, leur permet de réfléchir à la fois à la nature de leur expérience et à leur vécu personnel : émotions, difficultés, interrogations...

On demande aux bénévoles des qualités essentielles : engagement, sens de la vie de groupe, responsabilité, rigueur, réciprocité. Ils doivent également être dotés d'une bonne structure psychique afin de pouvoir supporter émotionnellement la souffrance des personnes écoutées. Ce type d'activité demande en effet une implication réfléchie, une distanciation vis-à-vis de soi-même et de la personne écoutée, grâce aux techniques psychologiques d'empathie et de neutralité. L'empathie se traduit par une attitude d'ouverture et de bienveillance, permettant de comprendre l'univers mental d'autrui sans toutefois s'y impliquer personnellement. La neutralité consiste à n'émettre ni jugement, ni critique, ni moralisation vis-à-vis de la personne écoutée. Il s'agit d'un véritable accompagnement respectant la personnalité et la situation des appelants.

Pierre Satet souhaite développer les activités de l'association. De nouveaux bénévoles sont donc bienvenus pour étoffer l'équipe en place et amé-

liorer l'accueil des appelants. Cela permettra en outre de mieux sensibiliser la population (conférences, débats). En effet, la lutte contre le suicide se joue sur le terrain de la solidarité sociale.

L'association sera présente à la fête de «La Page», vous aurez y rencontrer les membres de cette équipe dynamique !

«Suicide Ecoute» : 16 rue du Moulin Vert, 75014 Paris

Ligne administrative : 01.45.39.93.74.

Ligne d'écoute nationale : 01.45.39.40.00.

Contact : Pierre Satet, tél. 01.45.22.43.73.

Dominique Lebleux

(* Insee, France, Portrait social, 1998-1999, p.22.

L'EQUIPAGE

est l'association éditrice de «La Page».

Vous pouvez en devenir membre et, ainsi, participer à notre travail.

Adhésion : 50F.

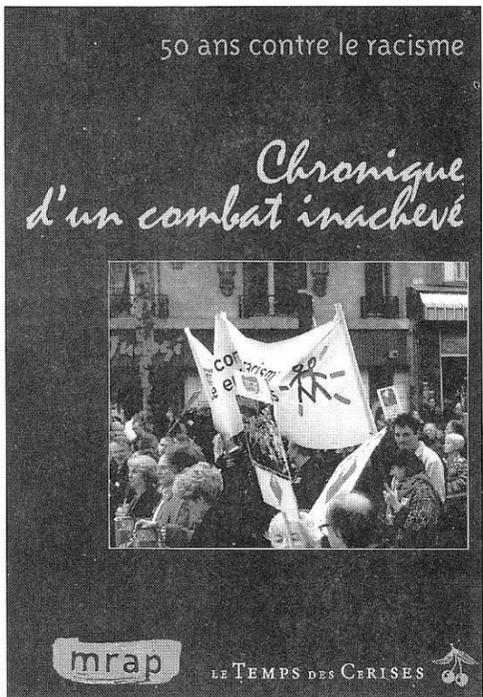
Chèques à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.

Mrap

50 ANS D'UN COMBAT INACHEVE

Le Mrap, association nationale, a des relais au travers de fédérations départementales et de comités locaux. Dans notre quartier, le comité regroupe les 14e et 15e arrondissements. Histoire d'un mouvement créé en mai 1949, et des étapes de son combat.

Héritier du Mouvement national contre le racisme (MNCR), créé en 1941, le Mrap est fondé le 22 mai 1949. Aux anciens résistants du MNCR, s'ajoutent des personnalités telles que le peintre Chagall, le syndicaliste Alain Le Leap ou le leader catholique Marc Sanguier. Il prend le nom de Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, à une



époque où les questions dominantes sont le néonazisme, le regain d'antisémitisme et la guerre froide. Dans les années 50 et 60, le Mrap s'engage en faveur des peuples colonisés. En Afrique noire comme au Maghreb, il soutient les mouvements de libération qui se développent. Pendant la guerre d'Algérie, il milite contre les exactions, la torture et pour la paix.

D'autant plus que, durant cette période, de nouvelles formes de racisme se manifestent en France métropolitaine. Ainsi, le 5 octobre 1961, le préfet de police de Paris, Maurice Papon, instaure un couvre-feu réservé aux seuls Algériens. Le Mrap est la seule organisation à protester contre cette mesure. De même, après la répression féroce qui se déchaîne contre la manifestation pacifique du 17 octobre où la population algérienne de Paris et de la banlieue réclame la fin de cette discrimination, le Mrap est la seule organisation à tenir un meeting de protestation. Les autorités n'ont pas osé interdire l'action d'une association pluraliste qui réunit un curé, un pasteur, un rabbin, des syndicalistes de tous horizons et des universitaires.

Sur le terrain juridique, le Mrap a, dès 1959, déposé une proposition de loi contre le racisme. Elle fut votée le 1er juillet 1972, à l'unanimité du Parlement. La France est ainsi l'un des premiers pays à se doter d'une législation antira-

ciste et à permettre l'intervention des associations en justice. Dans les années 70, se développe un racisme anti-immigré, que la crise ne fera qu'accroître. Prenant acte des formes diverses du racisme, le Mrap devient le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

L'action internationale de l'association est marquée par son engagement contre l'apartheid en Afrique du Sud. C'est pourquoi le 21 mars, anniversaire du massacre de Sharpeville (1960), a été retenu comme Journée internationale contre le racisme. Le Mrap s'est aussi toujours prononcé pour l'entente entre les peuples palestiniens et israéliens, pour le respect des droits de l'un et de l'autre : une position parfois inconfortable à maintenir, notamment lors de la guerre des Six jours, en 1967, où seule une infime minorité de Français était favorable aux Palestiniens.

Reconnu par l'Onu qui lui a conféré un statut consultatif, le Mrap participe à plusieurs commissions en faveur des droits de l'Homme.

En France, le Mrap siège à la Commission consultative des droits de l'homme. Il est reconnu comme un mouvement d'éducation populaire par le ministère de l'Éducation nationale. Sa volonté de privilégier les actions préventives «d'éducation du citoyen» lui vaut d'intervenir dans de très nombreux établissements scolaires et de participer à la formation des enseignants et des éducateurs.

Alain Ribat

LES INITIATIVES POUR LE CINQUANTAIRE

- Fin mai, banquet-concert pour honorer ses amis antiracistes.

- Livre album, «Chronique d'un combat inachevé», sorti en octobre et retracera les principales étapes du combat antiraciste durant un demi-siècle.

- Le 1er octobre devrait se tenir, dans la grande salle de l'UNESCO, un concert gala avec l'Orchestre national de Lille, sous la direction de J. C. Casadessus.

LES ACTIONS DU COMITE 14E-15E

Dans notre secteur, les principaux terrains d'action du Mrap sont :

- La lutte contre l'extrême droite, avec le comité de vigilance du 15e.

- Le soutien aux étrangers sans-papiers, dans le cadre de la permanence d'accueil et d'aide juridique de la fédération de Paris du Mrap et du collectif des citoyens du 14e.

- Le droit au logement, avec le collectif logement 15e.

- Le soutien à la lutte des résidents du foyer des Arbustes.

- La mobilisation contre la fermeture de Notre Maison et pour la création de locaux associatifs.

- L'élaboration, avec la fédération de Paris, d'un rapport annuel «Paris d'Égalité», un état des lieux du racisme à Paris.

- L'animation d'une émission de radio sur Radio Aligre, 93,1 FM (un mardi sur deux, 11 à 12 h).

Adresse du comité local : 17 rue de l'Avre, 75015 Paris. Siège national, tél : 01.53.38.99.99. E-mail : mrap@ras.eu.org. Internet : http : //www.mrap.asso.fr

ECHANGES DE SAVOIRS

Le Réseau passe par Denfert

Chacun sait quelque chose, et peut le transmettre à quelqu'un d'autre, dans une démarche basée sur la réciprocité et la gratuité. Une des animatrices à l'origine du «Réseau Denfert» dans le 14e nous présente cette expérience.

Rejetant la compétition, l'élitisme, et le profit dans le domaine du savoir, Claire et Marc Héber-Suffrin ont créé, dans les années 1970, les Réseaux d'échanges réciproques de savoirs (RERS). Actuellement, plus de 300 réseaux existent en France. Le «Réseau Denfert» (association loi 1901) a été mis en place en 1998, et regroupe à ce jour une quarantaine de personnes.

UNE BOURSE D'ECHANGES DE SAVOIRS

Jean apprend à Nathalie les bases du traitement de texte, elle-même montre à Marianne comment poser du papier peint, puis celle-ci aide Karim à se perfectionner en français etc...

Ces savoirs que chacun possède, sans en avoir

toujours conscience, se révèlent être multiples : soit des connaissances (mathématiques, informatique,...), soit un savoir-faire (mécanique, bricolage,...) ou encore une expérience de vie que l'on peut partager (langue, récit de voyage,...). En sont exclus les échanges de services, plutôt proposés par les Systèmes d'échange local (SEL).*

Une réunion, ou «bourse d'échanges», est organisée une fois par mois environ. Les participants se rencontrent, formulent des offres et des demandes qui sont ensuite répertoriées, et les échanges se mettent en place. C'est parfois, à ce moment-là seulement, que l'on peut se découvrir un savoir susceptible d'intéresser quelqu'un. Par exemple, Daniel, musicien, propose d'apprendre à jouer de la guitare, alors que Jacqueline souhaite se perfectionner en espagnol. Daniel se souvient qu'il a vécu dix ans à Madrid... et qu'il peut aussi aider Jacqueline.

Les participants sont donc tour à tour «offreurs» et «demandeurs» d'où l'obligation de réciprocité, vis-à-vis de n'importe quel membre du groupe et sans équivalence de durée ou d'une quelconque valeur marchande.

Posséder un savoir qui puisse intéresser quelqu'un est en soi valorisant, mais le transmettre n'est pas toujours facile... C'est pourquoi, dans l'organisation d'un réseau, outre la bourse d'échanges, est institué un médiateur. Celui-ci est garant de la mise en place réelle de cet échange et de son suivi, surtout s'il s'agit

d'un apprentissage d'une certaine durée (vidéo, langue, par exemple). Par ailleurs, le médiateur permet souvent de préciser les demandes, afin que l'offre soit la plus adaptée possible. Il aide à surmonter également les susceptibilités ou inhibitions qui peuvent se manifester.

OU S'ADRESSER ?

Comme on le sait, le 14e souffre cruellement du manque de locaux pour les activités socioculturelles ou les associations. Actuellement, les échanges se font chez l'un ou l'autre des participants. Mais cette situation n'est pas satisfaisante, pour ouvrir le Réseau à d'autres personnes ou d'autres quartiers, hors du «copinage», si sympathique soit-il. Les idées ou propositions de chacun dans ce domaine sont les bienvenues ! Par ailleurs, l'association «La Gamberge» a organisé le 18 mars dernier, une réunion sur les RERS et les SEL, avec des représentants de ces deux groupes. Le «Réseau Denfert» tiendra un stand à la fête de «La Page», le 20 juin prochain.

Marie-Françoise Fourmont

Pour tous renseignements, on peut contacter, soit Bénédicte au 01.43.20.92.46, soit Annie au 01.43.25.45.97. Adresse électronique : anniebur@club-internet.fr.

(*) Les Systèmes d'échange local (SEL) permettent un échange de services avec une équivalence en monnaie fictive (grains de sel, piafs etc...)

CONTRE LA SPÉCULATION

Des citoyens à l'Attac

Vous avez peut-être croisé du regard ce curieux sigle qui s'affiche depuis quelques semaines sur les murs du 14e. C'est le symbole dont s'est doté l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, plus connue sous le nom «ATTAC».



du 14e ont décidé pour le moment de travailler avec ceux du 13e. Une fois par mois, une quarantaine de personnes de tous horizons se réunissent à deux pas de la place d'Italie

Lancée en juin dernier par «Le Monde diplomatique», l'idée a immédiatement suscité l'intérêt de milliers de citoyens en France et à l'étranger. La vague a touché notre arrondissement. Depuis quelques semaines, une pétition circule sur les marchés Daguerre, Edgard Quinet et Brune pour demander à la représentation nationale et au gouvernement l'instauration d'une taxe de 0,1% sur les transactions financières, dite taxe Tobin (du nom d'un économiste américain, prix Nobel). Le fruit d'une telle taxe - 140 milliards de dollars - suffirait à satisfaire les besoins essentiels de l'ensemble des populations les plus démunies de la planète.

Près de 200 signatures ont d'ores et déjà été récoltées dans l'arrondissement. Elles se sont ajoutées aux 55 000 autres qui ont été remises le 8 mai dernier au Ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. La pétition nationale continuera de circuler avec l'objectif de recueillir 100 000 signatures !

Privilegiant le travail à la base, les militants

pour faire le point sur les nombreuses initiatives prises pour pousser au débat sur cette question avec un objectif ambitieux : «se réapproprié l'avenir de notre monde». Ils préparent notamment un grand rassemblement international des comités ATTAC qui se tiendra à Villetaneuse les 24, 25 et 26 juin prochain. Sûr que notre arrondissement est concerné...

Pour tout contact : Comité ATTAC 13ème/14ème - c/o Jean-Claude Jouffre, 52, boulevard Saint-Jacques 75014 Paris - Tél : 01.45.87.89.67 - E-mail : JCJOUFFR@club-internet.fr. La prochaine réunion du comité aura lieu le 2 juin 1999 au 163, boulevard de l'Hôpital à 19h30.

Le comité ATTAC du 15e arrondissement nous informe également de ses activités : signature de pétitions à Grenelle et Convention. Ses prochaines réunions auront lieu les 8 et 22 juin 1999 au Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Avre à 19h15. Pour tout contact : 01.43.06.75.47.

Pierre Lada

L'AMI DES PIGEONS

Il est vêtu d'un long manteau noir, porte des lunettes teintées et ses cheveux grisonnent. Des sacs en plastique pansus sont accrochés à son vélo. Lorsqu'il émiette du pain ou lance du grain sur le trottoir aux alentours du cimetière du Montparnasse, des centaines de pigeons l'entourent pour la fête. De temps en temps, il attrape un oiseau et l'examine pendant quelques instants. Puis il quitte le lieu et s'éloigne sur son vélo jusqu'à la prochaine apparition. Qui est-il ? Quel est son but, quel plaisir éprouve-t-il à nourrir ces pigeons, «fléau des villes» ? Sait-il qu'il est passible d'une contravention pour avoir nourri ces volatiles qui, selon certains Parisiens, salissent les zones urbaines et y transportent des maladies ? (voir La page n°38 «La ville prise au piège»)

John Kirby Abraham

MANIFESTER AVEC LES HANDICAPES

Le Comité pour la Défense et la Promotion du Travail Thérapeutique dans les Etablissements Psychiatriques et Médicos-Sociaux et l'Association des Parents et Amis des Enfants de Marie Abadie, 41 rue Raymond Losserand 75014, appellent les familles des patients, leurs associations, les professionnels ainsi que leurs syndicats et leurs associations à manifester le 29 mai à 13h 30 de la République à la Bastille aux côtés de l'Association des Paralysés de France (APF) et de l'Association Française des Myopathes (AFM).

MUSEE ADZAK

Le musée-atelier Adzak propose du 9 juin au 4 juillet 1999 l'exposition «estampes du monde».

Les 5 continents y seront représentés par 14 artistes graveurs qui exposeront leurs œuvres récentes.

Plusieurs modes d'expressions, de la lithographie à la gravure sur bois et linogravure, en passant par toute les techniques de la gravure sur métal. Le vernissage aura lieu le mercredi 9 de 18 à 21h.

Musée atelier International art space, 3 rue Joncroy Tel : 01 45 43 06 98.

UN CAVISTE AMBASSADEUR

Le caviste de la place Moro Giafferi n'est pas un caviste ordinaire. Spécialisé dans les appellations du Languedoc-Roussillon, il fait aussi découvrir les richesses de sa région d'origine. Autour d'un verre de vin de pays, vous pourrez y déguster d'étonnantes «tapas» où la charcuterie de taureaux sauvages côtoie les meilleurs produits de la Montagne Noire. Pour peu que vous engagiez la conversation, il vous fera partager son enthousiasme pour la région et vous pourrez y glaner quelques idées pour vos vacances (balades, canyoning, architecture, etc.).

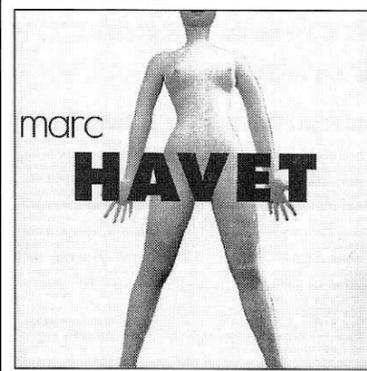
J.-P. A.

CHANSONS AU MAGIQUE

Au café concert le Magique, jeudis 3 et 10 juin à 21h30 : Annick Roux, chansons et textes de Francis Blanche. Mercredi 9 juin à 21h30 : Vanessa chante un siècle de chansons «Contre». Tous les vendredis et samedis à 22h30 : Marc Havet interprète ses nouvelles chansons.

A signaler que Marc nous a proposé de venir chanter à la fête de La Page le 20 juin, et qu'il vient de sortir un nouveau CD avec des chansons nouvelles et anciennes en vente sur place.

Le Magique, 42 rue de Gergovie, tel : 01 45 42 26 10.



OU TROUVER "LA PAGE"

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quatorzième arrondissement (Alésia, Daguerre, Edgar-Quinet, Villemain, Brune...) et dans les boutiques suivantes.

- **Librairie L'HERBE ROUGE**: 1, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE ALESIA**: 73, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE PLAISANCE**: 217, rue d'Alésia
- **BOUQUINERIE ALESIA**: 17, rue Alphonse-Daudet
- **TAMAZGHA**: 47, rue Bénard
- **Librairie L'ARBRE A LETTRES**: 14, rue Boulard
- **Librairie papeterie presse**: 1, rue Boyer-Barret
- **Librairie AU DOMAINE DES DIEUX**: 33, rue Brézin
- **Librairie**: 12, boulevard Brune
- **Librairie**: 46, rue Daguerre
- **Librairie LIZEZ**: 17, rue Delambre
- **Kiosque**: place Denfert-Rochereau
- **Librairie LE GRIMOIRE**: 27, rue Didot
- **Librairie LES CYCLADES**: 53, rue Didot
- **Librairie ART-GUMENTAIRE**: 75, rue Didot
- **Librairie PELATAN**: 97, rue Didot
- **Librairie AU PLAISIR DE LIRE**: 117, rue Didot
- **Café L'INSOLITE**: 59, rue Du Couédic
- **Kiosque**: métro Edgar-Quinet
- **Kiosque**: 71, avenue du Général-Leclerc
- **Librairie MAG PRESSE**: 93, avenue du Général-Leclerc
- **LIBRAIRIE GERGOVIE**: 35, rue de Gergovie
- **Librairie LA PLUME ET L'ENCRIER**: 6, rue Henri-Barboux
- **Librairie NICOLE ET RAYMOND**: 12, avenue Jean-Moulin
- **Librairie PINGOT**: 68, avenue Jean-Moulin
- **TABAC DE LA MAIRIE**: 165, avenue du Maine
- **LA CAVE**: 197, avenue du Maine
- **Kiosque**: 230, avenue du Maine
- **LIBRAIRIE DUVERNET**: 21, rue Mouton-Duvernet
- **LIBRAIRIE DE L'OUEST**: 80 bis, rue de l'Ouest
- **LIBRAIRIE DU PERE-CORENTIN**: 57, rue du Père-Corentin
- **Table**: métro Pernety (dimanche matin)
- **Librairie PAPHOS**: 19, rue Poirier-de-Narçay
- **Librairie POISSON**: 3, place de la Porte-de-Vanves
- **Restaurant CANA'BAR**: 22, rue Raymond-Losserand
- **Librairie**: 48, rue Raymond-Losserand
- **Librairie TROPIQUES**: 63, rue Raymond-Losserand
- **Librairie LE MARQUE-PAGE**: 195 bis, rue Raymond-Losserand
- **Librairie**: 2, avenue Reille
- **Librairie GILBERT PRIOLET**: 16, avenue René-Coty
- **LIBRAIRIE MONTSOURIS**: 27 bis, avenue René-Coty
- **LIBRAIRIE LA SABLIERE**: 4, rue de la Sablière
- **Friperie MAGIC RETOUR**: 36, rue de la Sablière
- **Epicerie**: 59, rue Sarrette
- **Librairie MILIANI**: 7, rue Sophie-Germain
- **ALESIA BIOCOOP**: 4 bis, rue Thibaud
- **Librairie AVIOTTE**: 63, rue de la Tombe-Issore

MOTEUR ! ACTION !...

Le 8 avril à midi, une petite dame à cheveux blancs est assise sur un tabouret au coin de la rue Boulard et de la rue Daguerre. Elle est entourée de ses assistants et éclairée par les projecteurs. Les caméras ronronnent. Des acteurs indiens enturbannés jouent tandis que la foule se presse pour assister au tournage de la scène du film intitulé «Salsa». La réalisatrice assise sur le tabouret n'est autre que Joyce Bunuel, belle-fille du célèbre cinéaste espagnol Luis Bunuel ! Jacques Daguerre, un des inventeurs de la photographie, et «notre» Agnès Varda, cinéaste, qui habite cette rue, pourraient être fiers de recevoir la famille Bunuel ! J. K. A.

Impasse Florimont

BRASSENS - GIBALTAR, LES COPAINS D'ALORS

Pierre Onténiente, alias Gibraltar, fut durant trente ans le secrétaire de Georges Brassens. Il demeure encore aujourd'hui impasse Florimont, dans la maison où vécut Georges jusqu'en 1966. Rencontre au «Naguère», rue Daguerre, avec celui qui fut sans doute le meilleur ami du chanteur et poète.



Pierre Onténiente et son épouse Lucienne sous le regard de Brassens. (photo: François Heintz)

Comment avez-vous fait la connaissance de Brassens ?

Gibraltar: Nés la même année, en 1921, nous étions tous deux astreints au service du travail obligatoire (STO). Nous nous sommes ainsi rencontrés, en 1943, dans un camp qui abritait quelque 700 Français, à Basdorf, au nord de Berlin. Nous travaillions pour une usine BMW reconstruite dans la fabrication de moteur d'avions. A l'époque, Georges n'avait encore aucune corde à son arc ! Quand les copains du camp lui demandaient sa profession, il répondait : «Moi, je ne fais rien.» En fait, à Basdorf, il écrivait déjà des poèmes. Il profita d'une permission pour ne pas revenir en Allemagne. Sa tante, domiciliée 173 rue d'Alésia, le planqua chez une amie, Jeanne Planche (la Jeanne de la chanson), qui l'accueillit impasse Florimont, juste de l'autre côté de la rue. Moi, j'ai dû rester en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre.

Quand avez-vous renoué avec Georges ?

Libéré en mai 1945, j'avais retrouvé ma famille et repris mon travail. Bien que mon père fût d'origine espagnole, je suis né au pied du Sacré Coeur et, avant-guerre, j'avais déjà un emploi dans une perception du 9^e arrondissement. Un jour, rue Pigalle, un camarade du STO frappe à ma porte, suivi de onze autres de notre bande. Le treizième, c'était Georges ! C'est lui qui avait tout organisé. Nous nous sommes alors revus chaque semaine, de préférence à l'heure des repas : il était sans le sou et souhaitait ne pas être totalement à la charge du couple Planche, Jeanne et Marcel.

Comment vivait-il alors ?

Brassens s'est toujours contenté de peu : une chaise, une table et des bouquins. Jeanne lui assurait le couvert et le lit ! Mais il faut imaginer l'impasse Florimont de l'époque : une sentine encadrée par une usine de goudron, «Les Asphaltes de Paris», d'un côté, les entrepôts de

impôts et n'a jamais eu d'ennuis avec le fisc ! Mes conseils financiers m'ont valu d'obtenir son entière confiance.

Et vous êtes devenu son secrétaire ?

J'avais le titre de secrétaire. Factotum serait plus exact car je m'occupais de tout : sa comptabilité, ses déclarations d'impôts, son courrier mais aussi sa promotion. Et je faisais le chauffeur. Ma femme Lucienne m'a toujours épaulé dans mes fonctions et a fait preuve de beaucoup de patience. J'étais de toutes les tournées, comme «Püppchen», sa compagne. Georges ne pouvait rien faire sans moi !

Lorsque j'ai remarqué que, sur scène, Georges avait des difficultés avec les enchaînements, j'ai imaginé d'aménager un trou de souffleur d'où je brandissais un grand carton sur lequel était inscrit le début des couplets. Ses copains se bousculaient pour me rendre visite dans cette fosse. Il n'y a jamais eu de dispute grave entre nous. Georges avait bon caractère : un jour où j'avais accidenté sa voiture, au point de ne pouvoir le conduire à l'Olympia, il a rigolé de l'incident. Je suis resté le secrétaire de Brassens jusqu'à sa mort, en 1981.

D'où vient votre surnom de Gibraltar ?

En 1957, Brassens avait été sollicité pour jouer dans le film de René Clair «Porte des Lilas». Plus l'échéance du tournage se rapprochait, plus Georges était réticent. Tenir un rôle au cinéma était aux antipodes de sa personnalité indépendante et anticonformiste, se prêtant mal aux artifices (ce fut sa seule expérience d'acteur). Alors j'ai tout tenté pour faire capoter le projet, si bien que René Clair s'est exclamé devant Georges : «Ton gars, c'est un vrai roc, un Gibraltar !» Et ça m'est resté.

Vous habitez la maison de Jeanne, où vécut Brassens ?

Georges est demeuré chez Jeanne et Marcel, au 7-9 impasse Florimont, jusqu'en 1966. Il avait racheté la maison voisine. Ensuite, il a emménagé pour un an rue Emile-Dubois, dans le grand ensemble d'immeubles «Le Méridien», où ses voisins n'étaient autres que Raymond Peynet, le dessinateur des «Amoureux» et Jacques Brel. Puis il s'est installé rue Santos-Dumont, dans le 15^e. Lucienne et moi-même avons demeuré boulevard du Montparnasse de 1958 à 1976. A cette date, Georges nous a donné la «maison de Jeanne». Depuis la mort de Brassens, une foule d'admirateurs défile impasse Florimont. Pourquoi ne pas la rebaptiser impasse Georges Brassens ?

Propos recueillis par Roger-Jacques G. Parent et François Heintz

* «La Page» avait consacré un article à Brassens dans le 14^e (n° 19 de janvier 1994). Le chanteur Pierre Louki vient de publier «Avec Brassens», éd. Christian Pirot, 110 F.

MONTSOURIS EN FETE

Face au succès remporté l'an dernier, l'Association de défense du quartier Montsouris (ADQM) renouvelle sa fête de quartier, le 29 mai, sur l'avenue Reille, le long du parc Montsouris. Rendez-vous à partir de 10 h, pour rencontrer les associations (La Page tiendra un stand, cette année encore), dialoguer entre voisins, chiner au vide-grenier et faire la fête.

MISE AU POINT

Jean-François Giré, monteur de film, nous écrit : Dans le n° 42 de «La Page», mon camarade Jacques Parent, auteur de l'article qui m'était consacré («Jean-François Giré, entre Alésia et le western») a été la victime du dérapage de sa plume concernant mon travail encyclopédique sur le western italien. Au lieu de : «Le western italien est une revanche sur le «métèque» mexicain»; il fallait lire : «Le western italien est une revanche du «métèque» mexicain sur le héros yankee du western américain». En effet, les auteurs italiens ont donné la parole au «péon» et en ont fait une figure légendaire de la révolution mexicaine.

Et si Jacques Parent avait été payé par les Américains ? Sans rancune, cher Jacques, nous réglerons nos comptes lors d'un beau duel digne de Sergio Leone !

L'ESPRIT DE SAINT-EXUPÉRY

Près de trois cent invités se sont pressés à l'inauguration du nouveau local associatif de l'«Espace Saint-Exupéry», rue Gassendi, le 15 avril dernier. Une assistance mondaine a écouté la présentation de Frédéric d'Agay, petit-neveu de l'écrivain et représentant des ayant droits, concernant le projet de la Fondation Antoine de Saint-Exupéry, déposé au ministère de l'Intérieur en mars 1998. Au cours de cette rencontre, les invités ont également découvert l'exposition de peintures et de sculptures de Madeleine Tezenas, peintre officiel du musée de l'Air et de l'Espace.

La vocation de l'Espace Saint-Exupéry est de développer les liens entre les hommes à travers des productions littéraires et artistiques, soutenues par des expositions, colloques, conférences, signatures de livres. L'Espace ne dispose à présent que d'une quarantaine de m2, mais il est appelé à se développer avec la création d'un musée, d'une médiathèque et d'un centre de rencontres.

L'Espace sera ouvert au public, sur rendez-vous, du lundi au vendredi, de 14 à 18 h. Les curieux et les passionnés pourront y découvrir des documents familiaux inédits (photos, cartes, plans), naviguer sur le site internet dédié à l'écrivain et obtenir tous renseignements pratiques. J. K. A.

Pour participer au projet de la Fondation Saint-Exupéry, contacter :

Association Espace Saint-Exupéry, 14 rue Gassendi. Tél. 01 43 22 58 90, Fax : 01 43 22 71 50 ; E-mail : saint.exupery@wanadoo.fr

CHARLES PIQUION

Portrait d'un conteur

Etre conteur est un métier, une véritable profession : beaucoup se produisent en spectacles. Charles Piquion est bien connu dans notre quartier, dans les écoles et à la fête de La Page.

La Page : Qui êtes-vous Charles Piquion ?

C.P. : Je suis conteur, je raconte des histoires. J'aime les contes et la présence d'un auditoire dans un cadre plus ou moins intimiste, selon les cas. Etre conteur relève davantage pour moi d'une démarche que d'un statut. J'aime me mettre au service d'une histoire.

La Page : Est-ce une vocation ?

C.P. : J'ai l'impression d'avoir toujours «raconté» car dans mon enfance, je faisais partie



d'une famille nombreuse où chacun devait trouver sa place. Donc, à chaque prise de parole, par exemple à table, on se trouvait face à un auditoire. De plus, je suis d'origine antillaise. J'appartiens à une culture basée sur la réalité. Les Antillais descendent des Africains et ont hérité d'eux la culture orale dont la tradition reste très forte. Aux Antilles, il n'y a pas de

«griots», mais le conte, les histoires, les prises de parole sont quelque chose de très important. En un sens, le conte conte !

La Page : Quelle est la source de vos contes ?

C.P. : J'ai recours à trois sources principales pour imaginer les contes. J'utilise la collecte : il m'arrive d'aller écouter des personnes en ville ou à la campagne ; je m'inspire d'ouvrages dans des bibliothèques spécialisées où l'on trouve des textes inimaginables ; enfin l'écoute d'autres conteurs constitue pour moi une référence précieuse.

La Page : Est-ce que dans vos contes, vous cherchez à faire passer un message, exprimer un point de vue moral ? Ou au contraire rien de cela ?

C.P. : Je n'aime pas beaucoup le terme «morale». Je dirais plutôt que le conte délivre un message important, il interpelle celui qui écoute sans toujours apporter une réponse. Néanmoins, il pose généralement de bonnes

questions.

La Page : Quelles sont vos préférences ? Des contes mystérieux, étonnants... ?

C.P. : Mon répertoire est vaste. Tout dépend de la situation et du moment. Mes contes peuvent être légers, humoristiques, ou au contraire plus graves. Chaque style traduit un message particulier.

La Page : Considérez-vous notre arrondissement, qui est aussi le vôtre, comme une source intéressante d'anecdotes ?

C.P. : Tout à fait. J'aime beaucoup rencontrer les habitants afin qu'ils me racontent leur quartier, ce qu'ils ont connu de l'histoire du 14^e. J'aime également leur permettre de se raconter eux-mêmes. En outre, je produis mes contes en milieu scolaire : dans les crèches, les classes maternelles et primaires. Je me rends également en prison car les contes peuvent constituer un mode d'insertion (et de réinsertion) dans la vie.

Propos recueillis par John Kirby Abraham
Contact : Charles Piquion. Tél. 01 45 45 97 55